

Entente de développement culturel

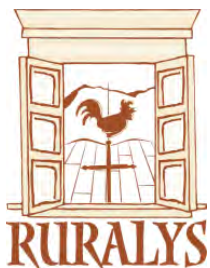
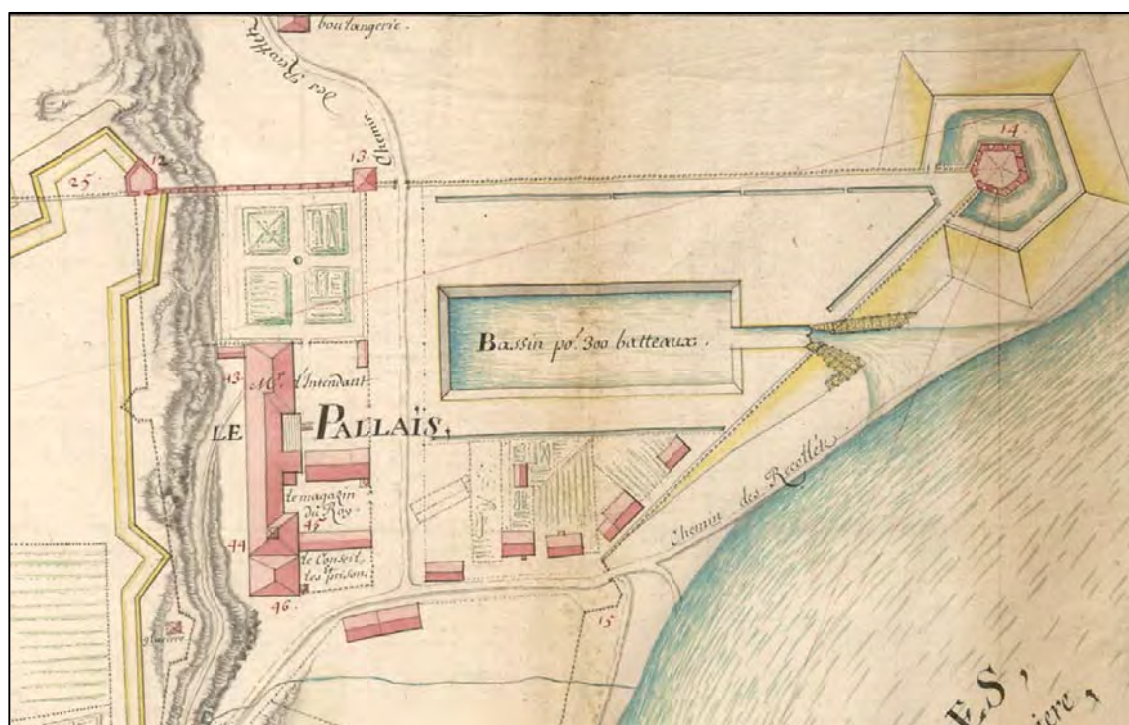


Culture
et Communications
Québec

Étude de potentiel archéologique

Projet de recyclage et d'agrandissement de la Maison de Lauberivière à Québec

Site de l'îlot des Palais (CeEt-30)



Mars 2015

Entente de développement culturel



Étude de potentiel archéologique

Projet de recyclage et d'agrandissement de la Maison de Lauberivière à Québec

Site de l'îlot des Palais (CeEt-30)



Mars 2015

Cette étude a été réalisée dans le cadre de l'Entente de développement culturel intervenue entre le ministère de la Culture et des Communications du Québec et la Ville de Québec.

©2015
Ville de Québec
Tous droits réservés

Dépôt légal
1^{er} trimestre
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN-978-2-89552-125-9

RÉSUMÉ

Le Service de l'aménagement et du développement urbain de la Ville de Québec a confié à Ruralys le mandat de réaliser une étude de potentiel archéologique dans le cadre du projet de recyclage et d'agrandissement de la Maison de Lauberivière sise au 401, rue Saint-Paul dans le Vieux-Port. Cette dernière, qui occupe les lots n^{os} 1 213 476, 1 213 477 et 1 213 479 du cadastre de Québec, est localisée dans les limites du site patrimonial déclaré du Vieux-Québec et du site archéologique CeEt-30 correspondant à l'îlot des Palais.

Celui-ci a fait l'objet, depuis les années 1980, de plusieurs campagnes de fouilles archéologiques réalisées principalement dans le cadre du chantier-école de l'Université Laval. Ces interventions ont d'ailleurs permis de documenter l'occupation historique des lieux, du premier chantier naval datant de la seconde moitié du XVII^e siècle à l'utilisation des lieux par la Brasserie Boswell jusqu'en 1968. En somme, la présente étude de potentiel, qui couvre une zone d'étude d'environ 3 600 m², permet de gérer les ressources archéologiques connues et celles potentiellement présentes dans les limites de la propriété de la Maison de Lauberivière, dont l'intégralité pourrait être menacée par la réalisation du projet de recyclage et d'agrandissement de celle-ci. Par le biais de cette étude, la Ville de Québec souhaite ainsi permettre au promoteur du projet de planifier ces travaux tout en assurant la protection et la mise en valeur des ressources archéologiques qui s'y trouvent.

La réalisation de cette étude repose essentiellement sur la collecte de données visant d'une part à faire la synthèse des ressources archéologiques actuellement connues dans les limites de la zone d'étude. En effet, deux interventions archéologiques ont été effectuées dans les limites de la zone d'étude depuis les années 1980. Celles-ci ont permis de mettre au jour plusieurs vestiges architecturaux témoignant de l'évolution de l'occupation du site au cours des quatre derniers siècles. D'autre part, l'étude vise à déterminer le potentiel archéologique des secteurs du site n'ayant jamais fait l'objet d'une intervention archéologique dans le passé. Le potentiel historique a donc été déterminé à partir de l'analyse de données issues des sources historiques, iconographiques et cartographiques. En somme, cette étude a permis d'identifier trois zones à potentiel historique (H1 à H3). Pour chacune de ces zones, des recommandations ont été émises afin d'identifier les ressources archéologiques potentiellement présentes et de protéger celles actuellement connues.

Advenant la découverte de vestiges archéologiques et de sols en place témoignant de l'occupation des lieux depuis le XVII^e siècle, ces derniers pourraient faire l'objet d'analyses spécialisées s'inscrivant dans une approche multidisciplinaire. De plus, les données archéologiques ainsi acquises pourraient être intégrées à un projet de mise en valeur du site qui pourrait s'articuler autour de diverses thématiques visant à évoquer l'esprit de ce lieu symbolique pour l'histoire et le patrimoine de la ville de Québec.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES INTERVENANTS.....	iii
RÉSUMÉ.....	iv
LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES PLANS.....	viii
LISTE DES TABLEAUX.....	ix
LISTE DES PHOTOGRAPHIES.....	ix
1. INTRODUCTION.....	1
1.1 Mise en contexte.....	1
1.2 Mandat.....	1
1.3 Zone d'étude.....	2
2. MÉTHODOLOGIE.....	5
2.1. Acquisition des connaissances.....	5
2.2 Analyse des données.....	6
2.3 Identification et évaluation des zones à potentiel archéologique.....	6
2.4 Production du rapport.....	6
3. OCCUPATION HISTORIQUE.....	7
3.1 Contexte historique.....	7
3.2 Interventions archéologiques antérieures.....	30
3.3 Potentiel archéologique historique.....	36
3.3.1 État actuel des lieux.....	36
3.3.2 Travaux projetés.....	39
3.3.3 Zones à potentiel archéologique historique.....	42
3.3.4 Plan d'intervention.....	45
4. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	47
BIBLIOGRAPHIE.....	49
ANNEXE 1. Catalogue des photographies.....	57

LISTE DES FIGURES

Figure de la page couverture :	Extrait du plan de la ville de Québec de Robert de Villeneuve (1692) (Archives nationales d’outre-mer, France, 03DFC 439A)	
Figure 1.	Localisation générale de la zone d’étude.....	3
Figure 2.	Plan de la ville de Québec de Jean Bourdon (1660). La flèche noire indique l’emplacement approximatif de la zone d’étude (ANC, C-15801)...	7
Figure 3.	Extrait du plan de la ville de Québec de Vateau (1670). La flèche noire indique l’emplacement de la brasserie de Jean Talon (ANC, C-11088)	8
Figure 4.	Extrait du plan de la ville de Québec de Robert de Villeneuve (1685). La flèche noire indique l’emplacement approximatif de la zone d’étude (Archives nationales d’outre-mer, France, 03DFC 349B)	9
Figure 5.	Extrait du plan de la ville de Québec de Robert de Villeneuve (1692) (Archives nationales d’outre-mer, France, 03DFC 439A).....	10
Figure 6.	Extrait du plan de la ville de Québec de Levasseur de Néré (1695) (Archives nationales d’outre-mer, France, 03DFC 359B)	10
Figure 7.	Extrait du plan de la ville de Québec de Levasseur de Néré (1699) (Archives nationales d’outre-mer, France, 03DFC 361B).....	11
Figure 8.	Extrait de la cartouche de la carte de J.-B. Louis Franquelin attribuée à de Fonville montrant le secteur du Palais de l’intendant en 1699 (Archives nationales, Paris-Holzappel, copie ANC, C-46450)	11
Figure 9.	Élévation ouest de l’enceinte de Québec datée de 1693 et faite par Beaucours. À l’extrémité gauche du plan, on peut voir la redoute Saint-Nicolas et la palissade menant à un corps de garde situé à l’ouest du Palais de l’intendant (ANC, PH/340-Quebec-[1700], MG1, C11A, DFC, N° d’ordre 434B).....	12
Figure 10.	Extrait du plan de Levasseur de Néré (1694) montrant les ouvrages de fortification réalisés par Beaucours dans le secteur du Palais de l’intendant (Archives nationales d’outre-mer, France, 03DFC 358B).....	13
Figure 11.	Extrait du plan de la ville de Québec de Dubois Boisberthelot de Beaucours (1710) (Tiré de Bernier <i>et al.</i> 2008 : 66; Archives nationales d’outre-mer, France, 03DFC 377B)	13
Figure 12.	Plan de l’intendance de La Guer de Morville (1717) (ANC, F/350/Québec, 1717).....	14
Figure 13.	Plan de l’intendance de Chaussegros de Léry (1732) (Archives nationales d’outre-mer, France, F329 9601)	15
Figure 14.	Plan de l’intendance en 1750 (Tiré de Simoneau 2014: 14/ANC, PH/340/QUEBEC/1750).....	16

Figure 15. Extrait du plan de la ville de Québec de Chaussegros de Léry (1752). La flèche rouge indique l'emplacement du bâtiment adossé aux jardins dont la fonction demeure inconnue (Archives nationales d'outre-mer, France, 03DFC 429A).....	16
Figure 16. Plan de l'intendance de l'ingénieur royal John Marr (1771). La flèche rouge indique l'emplacement du <i>Commissaries House</i> (Tiré de Moussette 1994 : 126).....	17
Figure 17. Extrait du plan de la ville de Québec de Joseph Bouchette (1830) (BAnQ, G/3454/Q4/1830/J22/CAR).....	18
Figure 18. Extrait du plan de la ville de Québec de Paul Cousin de la firme Marcotte and Levy (1871) (BAnQ, G/3454/Q4/1871/C68/CAR).....	18
Figure 19. Extrait du plan d'assurances de la ville de Québec de Goad (1879) (BAnQ, P600/S4/ SS1/D65).....	19
Figure 20. Extrait du plan d'assurances de la ville de Québec de Goad (1922) (BAnQ, G/1144/L67G475/U5/1917 CAR).....	20
Figure 21. Extrait du plan d'assurances de la ville de Québec de Underwriters' Survey Bureau (1957) (BAnQ, G/1144/G4G475/U5/v.1/1957 CAR).....	20
Figure 22. Phases de construction des bâtiments de la Maison de Lauberivière (Lafond Côté Architectes 2014).....	38
Figure 23. Croquis représentant les bâtiments de la Maison de Lauberivière qui seront conservés et ceux qui seront démolis (Lafond Côté Architectes 2014).....	39
Figure 24. État actuel de la propriété de la Maison de Lauberivière (Lafond Côté Architectes 2014).....	40
Figure 25. Projet de recyclage et d'agrandissement de la Maison de Lauberivière (Lafond Côté Architectes 2014).....	41

LISTE DES PLANS

Plan 1.	Limites de la zone d'étude.....	4
Plan 2.	Propriété de la Maison de Lauberivière vers 1692 (Extrait du plan de Robert de Villeneuve datant de 1692 (Archives nationales d'outre-mer, France, 03DFC 439A) et Ville de Québec 2005)	22
Plan 3.	Propriété de la Maison de Lauberivière vers 1699 (Extrait du plan de Levasseur de Néré datant de 1699 (Archives nationales d'outre-mer, France, 03DFC 361B) et Ville de Québec 2005)	23
Plan 4.	Propriété de la Maison de Lauberivière vers 1727 (Extrait du plan de Chaussegros de Léry datant de 1727 (BAnQ, P600, S4, SS2, D593) et Ville de Québec 2005).....	24
Plan 5.	Propriété de la Maison de Lauberivière vers 1732 (Extrait du plan de Chaussegros de Léry datant de 1732 (Archives nationales d'outre-mer, France, F329 9601) et Ville de Québec 2005).....	25
Plan 6.	Propriété de la Maison de Lauberivière vers 1779 (Extrait du plan de Marr datant de 1779 (ANC, NMC 55479) et Ville de Québec 2005)	26
Plan 7.	Propriété de la Maison de Lauberivière vers 1867 (Extrait du plan de Sitwell datant de 1867 (BAnQ, P600-4, Collection initiale, D-362-Québec-1864-67) et Ville de Québec 2005)	27
Plan 8.	Propriété de la Maison de Lauberivière vers 1875 (Extrait du plan de l'Atlas Sanborn datant de 1875 (ANQ, N1173-22, p.12) et Ville de Québec 2005).....	28
Plan 9.	Propriété de la Maison de Lauberivière vers 1910 (Extrait du plan de Goad datant de 1910 (BAnQ, Cote C342-1910 révisé 1916, neg. FC-397) et Ville de Québec 2005).....	29
Plan 10.	Localisation des zones d'interventions archéologiques antérieures effectuées dans les limites de la zone d'étude et des vestiges architecturaux qui y ont été mis au jour	33
Plan 11.	Localisation des zones à potentiel archéologique historique	44

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Chronologie des événements dans la zone d'étude.....	21
Tableau 2. Tableau synthèse des interventions archéologiques antérieures effectuées dans les limites de la zone d'étude.....	35
Tableau 3. Description des zones à potentiel archéologique historique	46

LISTE DES PHOTOGRAPHIES

Photo 1. Vue du bâtiment principal de la Maison de Lauberivière, vers le sud-est (RUR-POT-LAUBERIVIERE-2015-001).....	36
Photo 2. Vue des bâtiments de la Maison de Lauberivière qui seront démolis, vers le nord (RUR-POT-LAUBERIVIERE-2015-010).....	37
Photo 3. Vue du stationnement localisé à l'angle des rues Vallière et des Prairies, vers l'ouest (RUR-POT-LAUBERIVIERE-2015-008).....	37

1. INTRODUCTION

1.1 Mise en contexte

Le Service de l'aménagement et du développement urbain de la Ville de Québec a confié à Ruralys le mandat de réaliser une étude de potentiel archéologique dans le cadre du projet de recyclage et d'agrandissement de la Maison de Lauberivière sise au 401, rue Saint-Paul dans le Vieux-Port (figure 1). Cette dernière est localisée dans les limites du site patrimonial déclaré du Vieux-Québec et du site archéologique CeEt-30 (anciennement le site CeEt-287). Ce dernier témoigne des débuts de la colonie et de l'occupation des lieux au cours des quatre derniers siècles. En somme, Ruralys doit procéder à l'évaluation du potentiel archéologique historique d'une zone d'étude dans les limites du projet en élaboration. L'étude doit mener à la production d'un rapport de recherche présentant le contexte évolutif historique. Pour ce faire, une synthèse de l'état des connaissances historiques disponibles à ce jour sur la zone d'étude doit être réalisée afin d'en déterminer le potentiel archéologique historique. Cet exercice doit conduire à l'identification de zones à potentiel archéologique historique pouvant être affectées par la réalisation du projet. Dans l'éventualité où des zones à potentiel sont identifiées, l'étude doit proposer des interventions archéologiques permettant, le cas échéant, d'identifier, d'évaluer et de protéger d'éventuels vestiges archéologiques susceptibles d'être présents dans les limites du projet. Parallèlement à la production de cette étude de potentiel, le mandat comprenait également la réalisation d'une surveillance archéologique dans le cadre de travaux de décontamination des sols dans les limites du stationnement situé à l'arrière des bâtiments de la Maison de Lauberivière, à l'angle des rues Vallière et des Prairies. Les résultats de cette intervention, qui a été réalisée au cours de l'automne 2014, font l'objet d'un rapport distinct (Ruralys *À paraître*).

1.2 Mandat

Le mandat confié à Ruralys est le suivant :

- Documenter et caractériser les ressources archéologiques connues ainsi que le potentiel archéologique des terrains et bâtiments situés dans la zone d'étude. De manière plus spécifique :
 - Consulter les documents (rapports de recherche, cartes, plans, etc.) ayant trait à la présence du patrimoine archéologique dans la zone d'étude;
 - Retracer et expliquer les principaux événements qui ont marqué l'évolution physique, humaine et spatiale de la zone d'étude;
 - Consulter l'ensemble des répertoires d'iconographies anciennes;
 - Réaliser une inspection visuelle de la zone d'étude et procéder à un relevé photographique permettant de visualiser l'état des lieux, les contraintes associées au site et le potentiel archéologique;

- Réaliser une cartographie (sur logiciel compatible avec *Autocad*) illustrant le développement polyphasé de la zone d'étude sur un plan numérisé de la Ville de Québec à l'échelle; représenter les étapes successives de l'occupation du sol et du développement urbain incluant les expropriations pour l'ouverture des rues et les interventions archéologiques antérieures;
 - Consolider les données recueillies.
- Recommander des interventions archéologiques à réaliser préalablement ou concurremment aux travaux de construction. De manière plus spécifique :
- Évaluer la nature et l'ampleur des recherches archéologiques à réaliser et proposer une stratégie d'interventions archéologiques à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments du site;
 - Identifier et cartographier les zones à potentiel archéologique (sur logiciel compatible avec *Autocad*);
 - Produire un ou plusieurs tableaux synthèses illustrant les zones à potentiel archéologique, les aires d'intervention, les justifications associées aux zones à potentiel archéologique et à celles des aires d'intervention tout en précisant la nature des interventions recommandées, l'orientation et les dimensions des tranchées recommandées le cas échéant.

1.3 Zone d'étude

La zone d'étude correspond à la propriété de la Maison de Lauberivière bordée au nord par la rue Saint-Paul, à l'est par la rue Saint-Nicolas, au sud par la rue des Prairies et à l'ouest par la rue Vallière (plan 1). La zone d'étude couvre ainsi une superficie approximative de 3 600 m² et occupe les lots n^{os} 1 213 476, 1 213 477 et 1 213 479 du cadastre de Québec. Anciennement désignée par le code Borden CeEt-287, cette propriété est désormais localisée dans les limites du site de l'îlot des Palais désigné par le code Borden CeEt-30, dans le site patrimonial déclaré du Vieux-Québec de la ville de Québec.

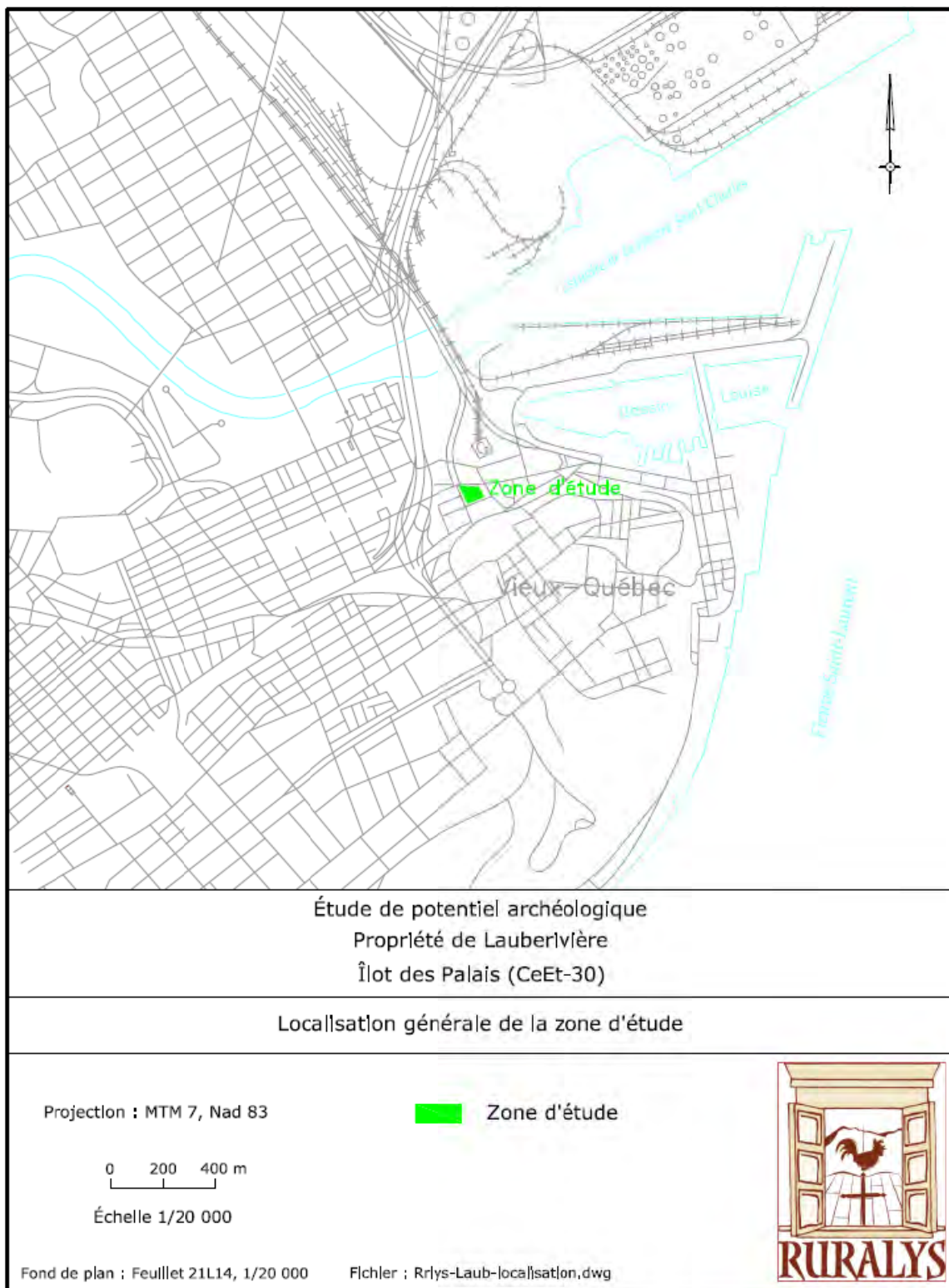
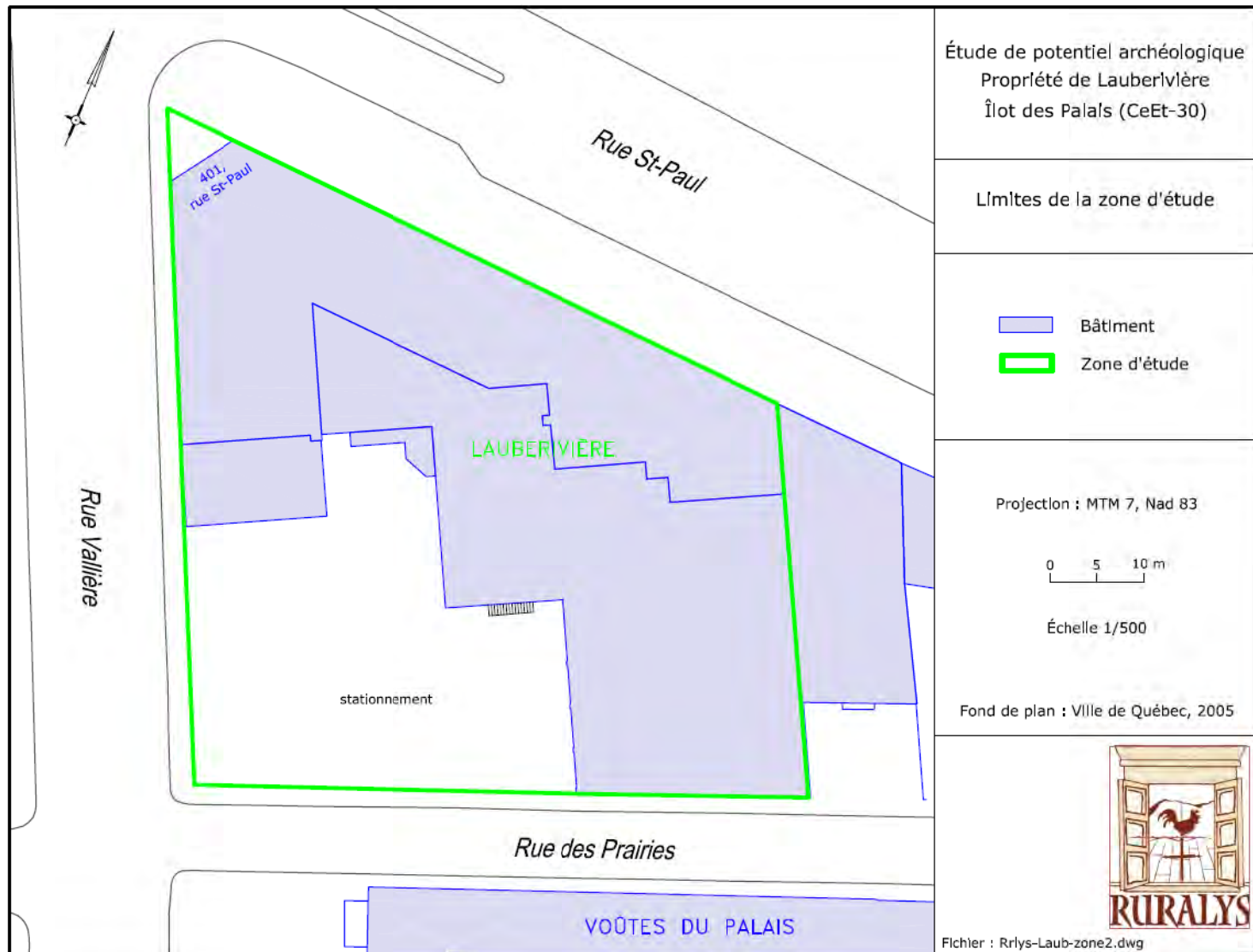


Figure 1. Localisation générale de la zone d'étude



Plan 1. Limites de la zone d'étude

2. MÉTHODOLOGIE

L'étude de potentiel archéologique est une étude théorique qui vise à déterminer la présence ou non de ressources archéologiques dans un espace déterminé. La présence de ces dernières est souvent imperceptible en surface. L'étude de potentiel archéologique permet donc de localiser des zones à potentiel archéologique dans les limites desquelles il y a des probabilités d'en retrouver. Elle constitue un outil de gestion et de planification pour la recherche archéologique mais aussi pour la planification des travaux de construction ou d'aménagements dans les limites d'un projet.

La présente étude de potentiel archéologique concerne essentiellement l'occupation historique de la zone d'étude. Elle vise donc à recueillir les données documentaires sur l'occupation humaine de l'aire étudiée afin de la caractériser. Pour ce faire, elle se base sur l'acquisition de données géographiques, archivistiques, historiques, archéologiques et cartographiques dont l'analyse critique permet d'identifier les ressources archéologiques connues et potentielles pouvant être présentes dans la zone d'étude. L'évaluation de ces dernières conduit à l'élaboration de recommandations visant à planifier ou non une intervention archéologique avant les travaux prévus afin de minimiser les impacts sur les ressources archéologiques préalablement identifiées. En somme, l'étude de potentiel est basée sur trois principales étapes : l'acquisition des connaissances, l'analyse des données et la délimitation et l'évaluation des zones à potentiel archéologique.

2.1. Acquisition des connaissances

La première étape vise l'acquisition des connaissances sur le secteur étudié. Elle comprend la cueillette d'informations relatives au patrimoine en général, dans le but d'avoir une bonne compréhension de la zone d'étude du point de vue de ses principales caractéristiques et de son évolution au cours de l'histoire. Elle consiste à recueillir un maximum d'informations à partir des sources historiques, iconographiques et cartographiques.

À cette fin, plusieurs sources documentaires, notamment des monographies, des études spécialisées en histoire, en archéologie et en patrimoine, l'Inventaire des sites archéologiques du Québec (ISAQ) (MCCQ 2014), le Répertoire des Biens culturels et arrondissements du Québec, le Macro-Inventaire patrimonial québécois du MCCQ, le Répertoire québécois des études de potentiel archéologique (RQEPA) de l'Association des archéologues du Québec (AAQ 2005), les études en archéologie, les cartes et photographies anciennes, sont consultées.

Nous avons également pris connaissance des ressources archéologiques connues dans ou à proximité de la zone d'étude et pris en considération les principales perturbations du sous-sol. Les études de caractérisation environnementale ont aussi été consultées de même que les données portant sur les services d'utilité publique.

2.2 Analyse des données

Toutes les données recueillies sont mises en commun afin d'évaluer le potentiel archéologique. L'étude des cartes et photographies anciennes permet de suivre l'évolution spatiale de la zone d'étude, tant au niveau des bâtiments qu'au niveau des autres aménagements du terrain. Les points semblables mais chronologiquement distincts et les principales modifications apportées à l'espace étudié, permettent de déduire quelles parties du sous-sol sont encore intactes et, par extension, quelles sont les ressources archéologiques pouvant potentiellement être présentes sur le terrain. Ainsi une étude polyphasée a été réalisée par la superposition des plans anciens les plus significatifs. De plus, les perturbations du sous-sol en fonction de l'état actuel des lieux, des infrastructures d'utilité publique et des forages réalisés ont été évaluées.

2.3 Identification et évaluation des zones à potentiel archéologique

À cette étape, nous avons cartographié et décrit les secteurs où des ressources archéologiques peuvent être présentes dans la zone d'étude. Ces secteurs, qui sont identifiés comme des zones à potentiel archéologique, peuvent englober des bâtiments ainsi que des aires situées au-delà des limites de ces derniers, car elles doivent prendre en considération les éléments entourant le bâti : des jardins, des cours, des latrines, des niveaux d'occupation, des dépôts d'artefacts, etc. Leur potentiel archéologique est évalué en fonction de la nature des occupations et du cadre bâti, leur importance, leur intégrité physique en tenant compte des perturbations du sous-sol (constructions antérieures, services d'utilité publique enfouis, etc.) et la probabilité de retrouver des vestiges architecturaux ou d'autres traces d'occupation en place. Cet exercice permet donc de mieux évaluer les étapes subséquentes pour la planification des travaux dans le but de connaître les impacts de ces derniers sur les ressources archéologiques.

Une fois que les zones à potentiel archéologique ont été identifiées, nous avons formulé des recommandations concernant la nécessité ou non d'une intervention archéologique sur le terrain ainsi que le type d'intervention requis afin de permettre une planification des travaux à effectuer dans le cadre du projet.

2.4 Production du rapport

L'étude de potentiel se présente sous la forme d'un rapport synthèse comprenant les résultats de l'étude de potentiel archéologique. Ce rapport inclut également les plans anciens et autres figures utilisées pour la réalisation de l'étude de même que les plans résultant de l'analyse des données et qui délimitent les zones à potentiel archéologique. Enfin, une dernière section présente les conclusions de l'étude et les recommandations sur la pertinence ou non de procéder à une intervention archéologique sur le terrain.

3. OCCUPATION HISTORIQUE

3.1 Contexte historique

Le XVII^e siècle

Au XVII^e siècle, la zone d'étude correspond à une étroite bande de terre circonscrite entre la falaise et la grève (Benoît *et al.* 1988 : 15). Au commencement de la colonie, elle est située dans les limites de ce que l'on appelle la deuxième basse-ville de Québec. Cette dernière, localisée dans le bas estuaire de la rivière Saint-Charles, « s'est formée au pied de la falaise autour de l'intendance dans le quatrième quart du XVII^e siècle » (Moussette et Waselkov 2014 : 230). Avant le milieu des années 1660, la zone d'étude est occupée par une terre appartenant à Guillemette-Marie Hébert, la veuve de Guillaume Couillard, un des premiers colons à s'établir à Québec (Moussette 1994 : 34). À cette époque, cette terre ne semble accueillir aucun bâtiment (figure 2).



Figure 2. Plan de la ville de Québec de Jean Bourdon (1660). La flèche noire indique l'emplacement approximatif de la zone d'étude (ANC, C-15801)

En 1668, Jean Talon acquiert une partie de la terre de la veuve Couillard qui couvre une « superficie de 6 arpents 23 perches, plus une sapinière de 6 arpents 5 perches » (Trudel 1973 : 242-43). L'année suivante, l'intendant Talon y établit une brasserie qui deviendra officiellement le Palais de l'intendant vers 1684 (Simoneau 2014 : 11) (figure 3).

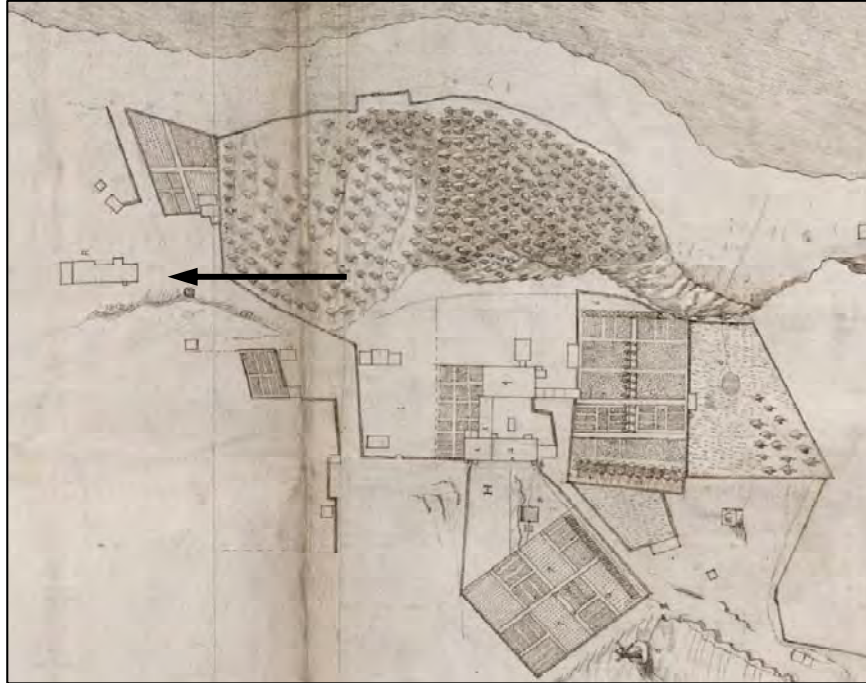


Figure 3. Extrait du plan de la ville de Québec de Vateau (1670).
La flèche noire indique l'emplacement de la brasserie de Jean Talon (ANC, C-11088)

À partir de la fin des années 1660, la zone d'étude fait désormais partie du « réduit de l'intendance ». Un chantier naval permanent y aurait été établi vers 1668 bien qu'il semble que des activités associées à la construction navale aient eu lieu sur le site peut-être dès 1665 ou 1666 (Simoneau 2009 : 167 et 2014 : 33). Les liens qu'entretenait Jean Talon avec Charles Aubert de la Chesnaye, riche marchand de Québec, pourraient d'ailleurs expliquer la présence du chantier naval avant l'acquisition officielle des lieux, qui appartenaient alors à la veuve Couillard, belle-mère de la Chesnaye, par l'intendant Talon (Simoneau 2014 : 43).

Plus d'une année aurait été nécessaire pour aménager ce chantier naval, qui demeure en opération jusque vers 1671 ou 1672 (Simoneau 2009 : 171; Benoît *et al.* 1988 : 42). Quoi qu'il en soit, très peu de détails concernant l'aménagement de ce dernier sont connus. Un plan datant de 1685 ne fait d'ailleurs aucune mention d'éléments relatifs à la présence d'un chantier naval au nord du palais (figure 4).



Figure 4. Extrait du plan de la ville de Québec de Robert de Villeneuve (1685). La flèche noire indique l'emplacement approximatif de la zone d'étude (Archives nationales d'outre-mer, France, 03DFC 349B)

Néanmoins, il semble que « de nombreux navires y furent construits, et pas seulement des petits, puisque nous avons mention que l'on y a lancé des vaisseaux jaugeant 120 tonneaux, et même *L'espérance de Québec*, en 1668, qui lui, en jaugeait 300 » (Simoneau 2009 : 167). Les vestiges de deux édifices distincts témoignant de la présence de ce chantier naval auraient d'ailleurs été mis au jour dans les limites du site CeEt-30 dont un long mur sous la brasserie de 1688 ainsi que des pièces de bois façonnées dont certaines présentent des courbures rappelant des pièces de bateau (Simoneau 2014 : 43; Auger *et al.* 2009 : 149-150; Moussette et Waselkov 2014 : 232). Enfin, plusieurs facteurs tels que le coût élevé des matières premières et des ressources humaines entraîneront la fin des activités du chantier naval de Talon (Benoît *et al.* 1988 : 42).

Au cours des années 1690, un bassin à bateaux aurait été aménagé au centre de la zone d'étude. Ce dernier servait à faciliter « le transport par barque à partir des navires des approvisionnements destinés à l'intendance » (Moussette et Waselkov 2014 : 239) mais également au remisage des barques durant l'hiver (Simoneau 2014 : 59). Le plan de Robert de Villeneuve datant de 1692 présente d'ailleurs un grand « Bassin pour 300 batteaux ». Situé en face du Palais de l'intendant, ce dernier semble être délimité par des murs de pierre et il est « relié à la rivière Saint-Charles par un canal aménagé dans la zone laissée à découvert par la marée basse » (Moussette 1994 : 71) (figure 5). On peut également remarquer qu'une écluse semble être présente à l'extrémité nord de ce canal.

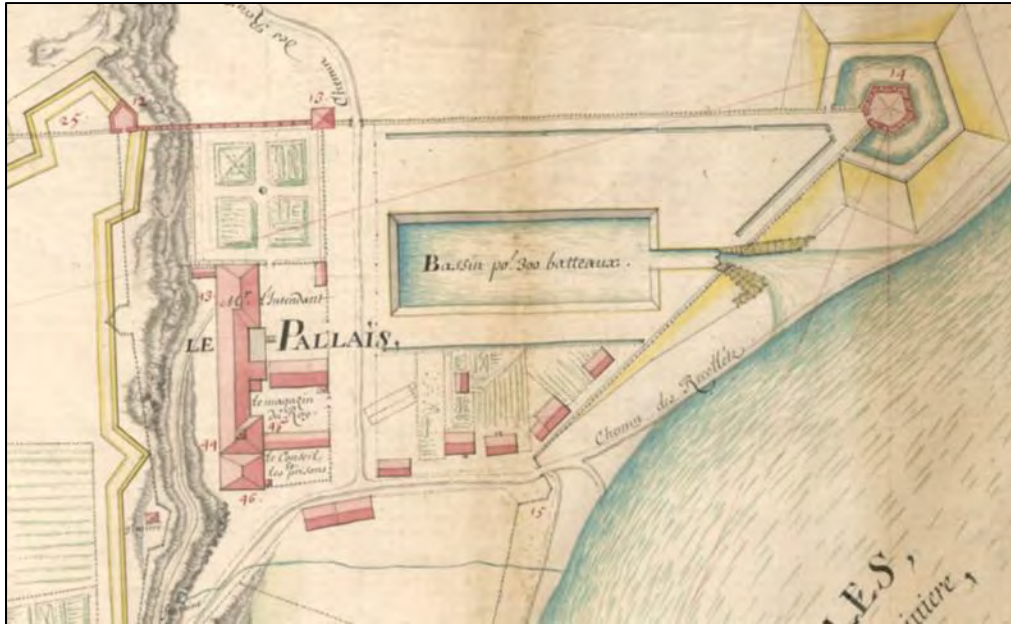


Figure 5. Extrait du plan de la ville de Québec de Robert de Villeneuve (1692) (Archives nationales d'outre-mer, France, 03DFC 439A)

Comme le précise l'archéologue Marcel Moussette, il est possible que le bassin représenté sur le plan de l'ingénieur Villeneuve n'ait été qu'un projet. En effet, ce bassin n'apparaît pas sur un plan de la ville datant de 1695 (Moussette 1994 : 71) (figure 6). Par contre, sur le plan de Lévassur de Néré datant de 1699 (figure 7), en face du Palais de l'intendant, on peut observer la présence d'un bassin semblable à celui qui est représenté sur le plan de Villeneuve (figure 5). L'ingénieur décrit lui-même cet aménagement comme étant une « Espece de bassin ou se mette les bateaux du Roy ».

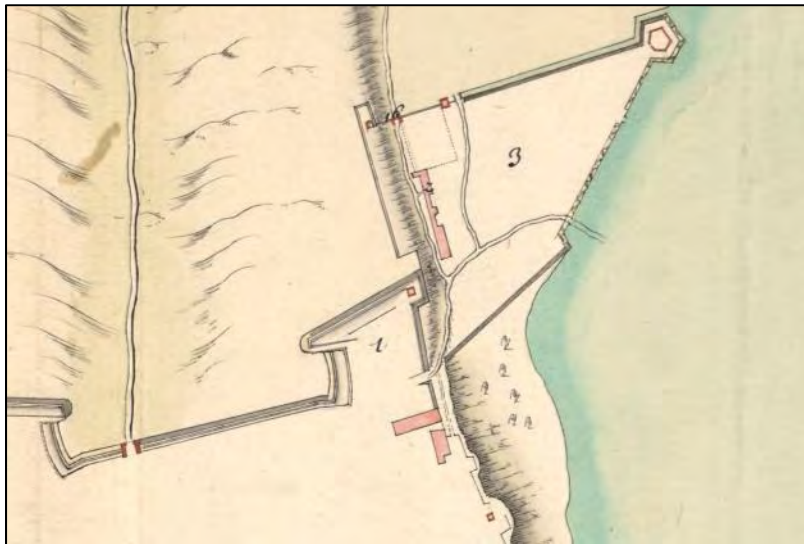


Figure 6. Extrait du plan de la ville de Québec de Lévassur de Néré (1695) (Archives nationales d'outre-mer, France, 03DFC 359B)



Figure 7. Extrait du plan de la ville de Québec de Levasseur de Néré (1699) (Archives nationales d’outre-mer, France, 03DFC 361B)

Ce bassin à bateaux est également représenté sur la cartouche d’une carte attribuée à de Fonville (figure 8). En effet, on peut y voir un bassin beaucoup moins imposant que ceux représentés sur les plans de 1692 et 1699 (figures 5 et 7). Ce bassin est relié à la rivière Saint-Charles par un canal qui semble avoir été représenté à marée basse. Ce bassin était d’ailleurs accessible pour les bateaux et leur cargaison qu’à marée haute (Moussette 1994 : 72). Enfin, notons que le bassin à bateaux était situé à l’intérieur de l’enclos de l’intendance délimité par un ouvrage palissadé.

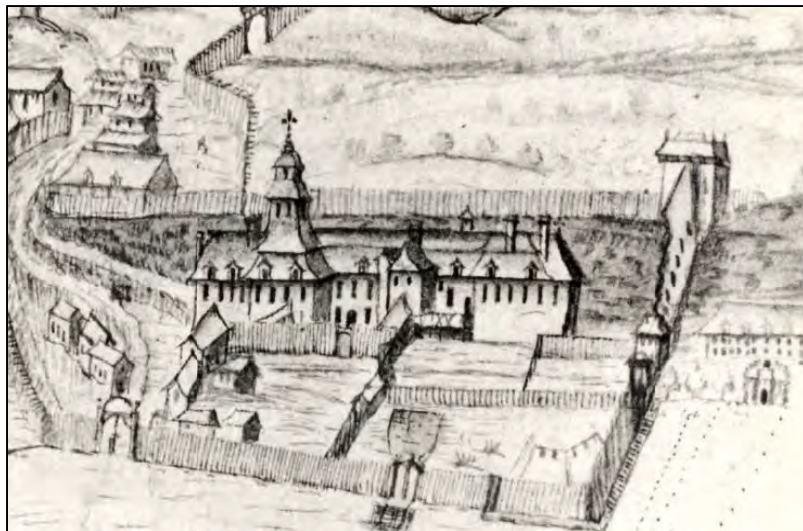


Figure 8. Extrait de la cartouche de la carte de J.-B. Louis Franquelin attribuée à de Fonville montrant le secteur du Palais de l’intendant en 1699 (Archives nationales, Paris-Holzappel, copie ANC, C-46450)

C'est à la fin du XVII^e siècle que les premières fortifications sont construites à proximité du Palais de l'intendant. En 1690, une première palissade en bois est aménagée sous les ordres du major Provost. Cette dernière reliait alors la Haute-Ville au Palais de l'intendant. Cette palissade, qui est d'ailleurs représentée sur le plan de Fonville de 1699 (figure 8), était entrecoupée de onze petites redoutes en maçonnerie de pierre ayant la forme de bastions (Bernier *et al.* 2008 : 62). En 1693, une seconde ligne défensive plus élaborée est construite selon le plan de l'ingénieur Boisberthelot de Beaucours (Simoneau 2014 : 12) (figure 9). Celle-ci est achevée en 1694 (figure 10) tandis qu'en 1697, Levasseur de Néré entreprend d'y ajouter quelques ouvrages avancés afin de pallier aux faiblesses de cette enceinte (Guimont 2002 : 69; Bernier *et al.* 2008 : 63-68). Quant au secteur du Palais de l'intendant, il est circonscrit dans un « vaste enclos palissadé dont la pointe nord-ouest est constituée par la redoute Saint-Nicolas » (Moussette et Waselkov 2014 : 231) (figure 8). Les interventions archéologiques réalisées dans le secteur du Palais de l'intendant ont d'ailleurs permis de mettre au jour quelques vestiges associés à ces éléments défensifs. Des fondations de maçonnerie pouvant être associées à une redoute apparaissant sur le plan de Boisberthelot de Beaucours (Alberton 2005 : 23) (figure 9) ou encore un alignement de pieux associé à la palissade de 1690 (Desjardins 2004 : 69-70 et Lambert et Mercier 2010 : 90-97) y ont notamment été mis au jour. Par ailleurs, la ligne défensive telle que représentée sur le plan de Beaucours de 1710 (figure 11) ne semble subir aucune modification et demeure en place au moins jusqu'en 1713 alors qu'il est possible que cette dernière ait pu être endommagée par l'incendie qui ravage le Palais de l'intendant (Desjardins 2004 : 76).

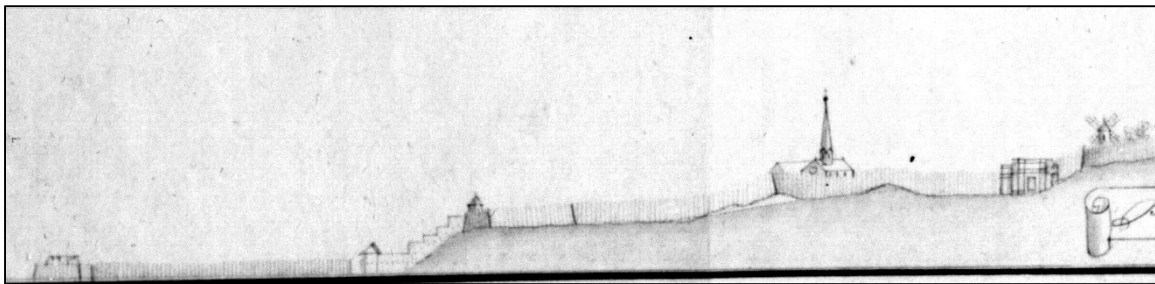


Figure 9. Élévation ouest de l'enceinte de Québec datée de 1693 et faite par Beaucours. À l'extrémité gauche du plan, on peut voir la redoute Saint-Nicolas et la palissade menant à un corps de garde situé à l'ouest du Palais de l'intendant (ANC, PH/340-Quebec-[1700], MG1, C11A, DFC, N° d'ordre 434B)

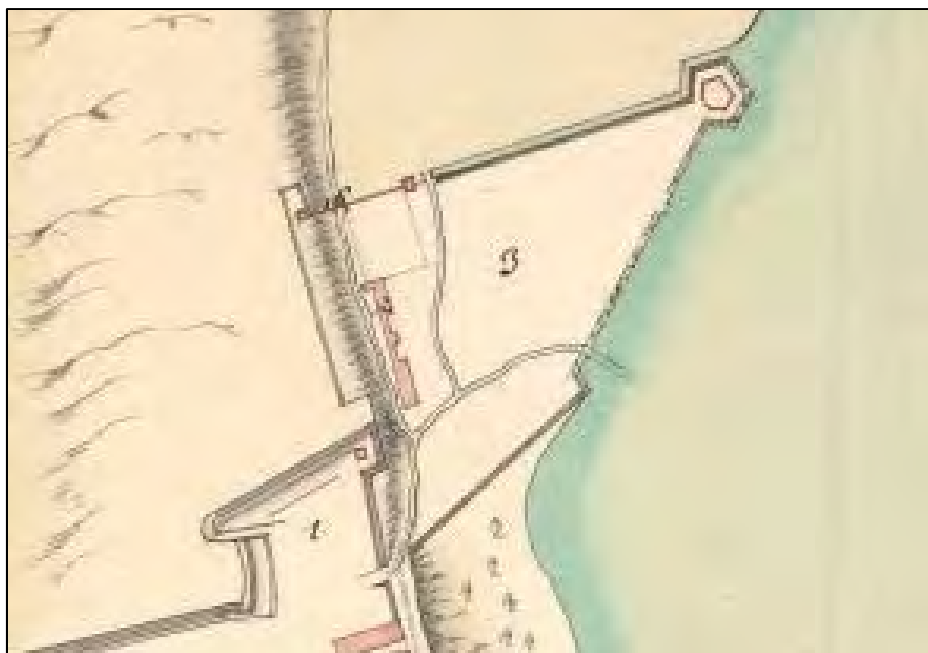


Figure 10. Extrait du plan de Levasseur de Néré (1694) montrant les ouvrages de fortification réalisés par Beaucours dans le secteur du Palais de l'intendant (Archives nationales d'outre-mer, France, 03DFC 358B)



Figure 11. Extrait du plan de la ville de Québec de Dubois Boisberthelot de Beaucours (1710) (Tiré de Bernier et al. 2008 : 66; Archives nationales d'outre-mer, France, 03DFC 377B)

Le XVIII^e siècle

En 1713, le premier Palais de l'intendant est détruit par les flammes (Simoneau 2014 : 12). Dès l'année suivante et ce jusqu'en 1719, la construction d'un second Palais est entreprise (Simoneau 2014 : 13; Moussette 1994 : 76, 77 et 79). Ce bâtiment aurait été aménagé sur

la partie sud du bassin à bateaux qui aurait alors été comblée (Herzog 2005 : 53-58; Nadeau 2007 : 147-157). Quant à l'emplacement de la partie nord de ce dernier, l'espace est utilisé à des fins d'entreposage, principalement pour du bois destiné à la construction navale (Simoneau 1989 : 3). Un petit hangar est également présent au nord-est du Palais de l'intendant (figure 12) tandis que des jardins sont aménagés du côté ouest (Simoneau 1989 : 3). De manière générale, les lieux demeureront inchangés jusqu'aux années 1740 (figure 13).

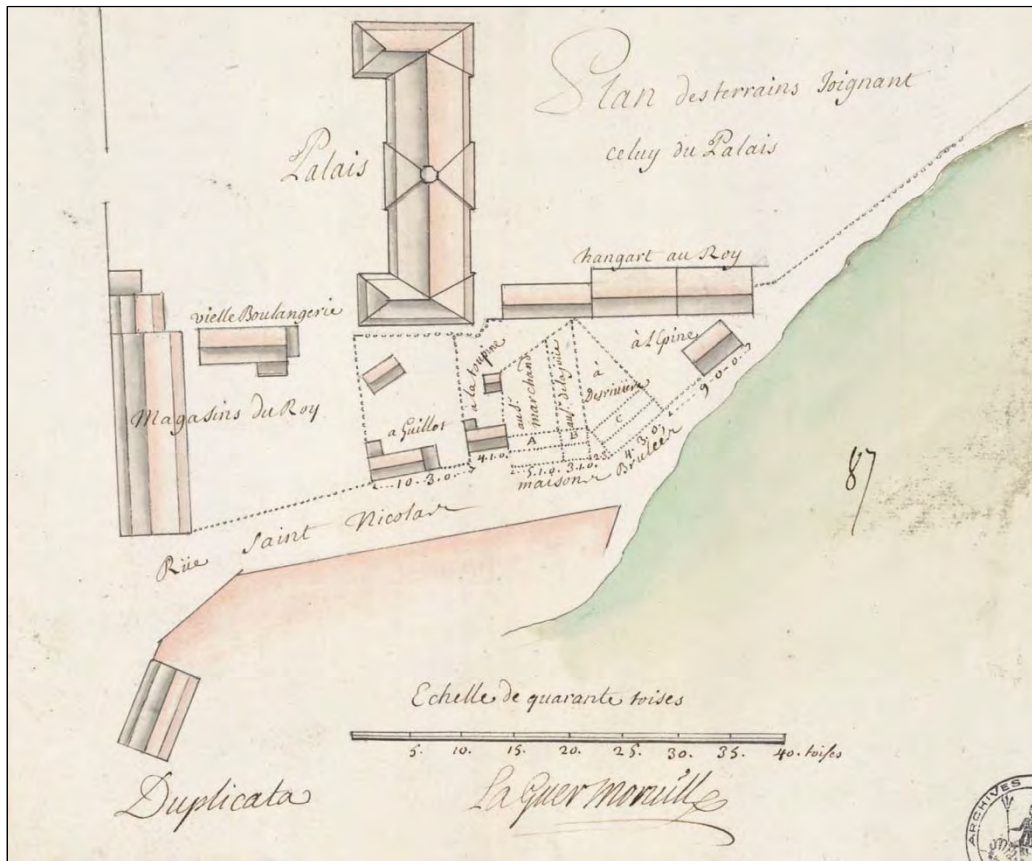


Figure 12. Plan de l'intendance de La Guer de Morville (1717) (ANC, F/350/Québec, 1717)



Figure 13. Plan de l'intendance de Chaussegros de Léry (1732) (Archives nationales d'outre-mer, France, F329 9601)

En 1744, un bâtiment rectangulaire est construit dans le coin nord-ouest de la cour à bois, adossé aux jardins, correspondant approximativement au coin nord-ouest de la zone d'étude (figures 14 et 15). La fonction de ce dernier durant le Régime français demeure cependant inconnue. À partir de la Conquête, il est désigné comme le *Commissaries House* et abrite des commissaires britanniques alors que le second Palais de l'intendant sert de casernement pour les militaires britanniques (Simoneau 1989 : 3-4 et 2014 : 14). Ce bâtiment apparaît toujours sur des plans datant de 1771 (figure 16) mais il est démoli au cours des années qui suivent, soit entre 1772 et 1779, peut-être lors de l'attaque américaine de 1775 (Simoneau 1989 : 3-4).

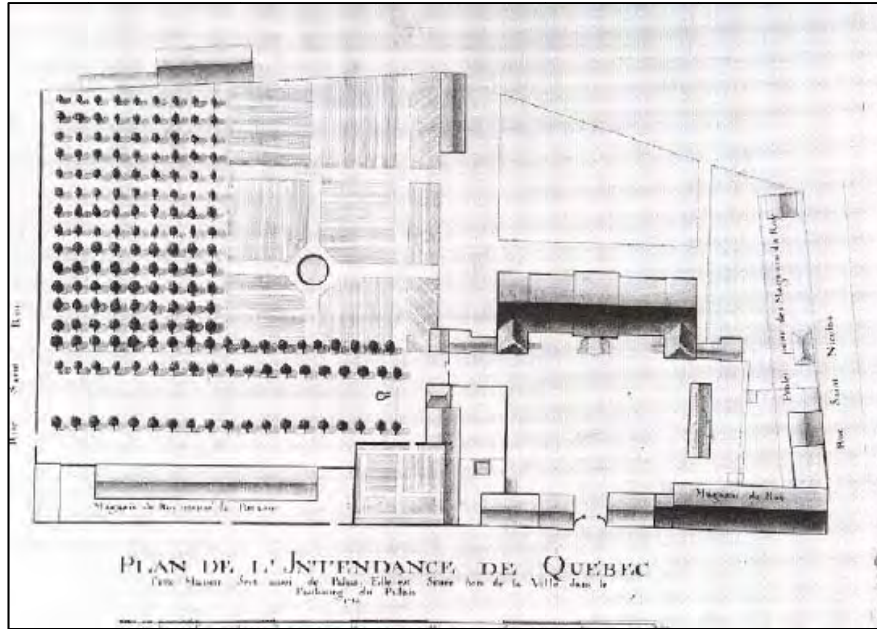


Figure 14. Plan de l'intendance en 1750 (Tiré de Simoneau 2014 : 14/ANC, PH/340/QUEBEC/1750)

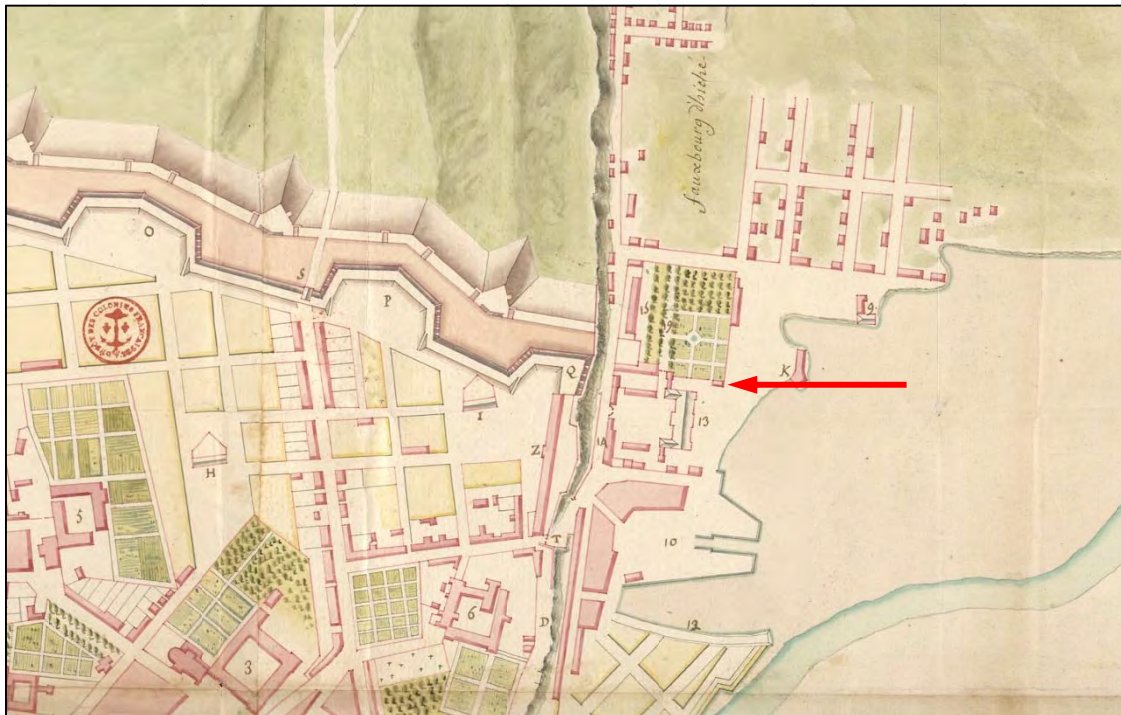


Figure 15. Extrait du plan de la ville de Québec de Chaussegros de Léry (1752). La flèche rouge indique l'emplacement du bâtiment adossé aux jardins dont la fonction demeure inconnue (Archives nationales d'outre-mer, France, 03DFC 429A)

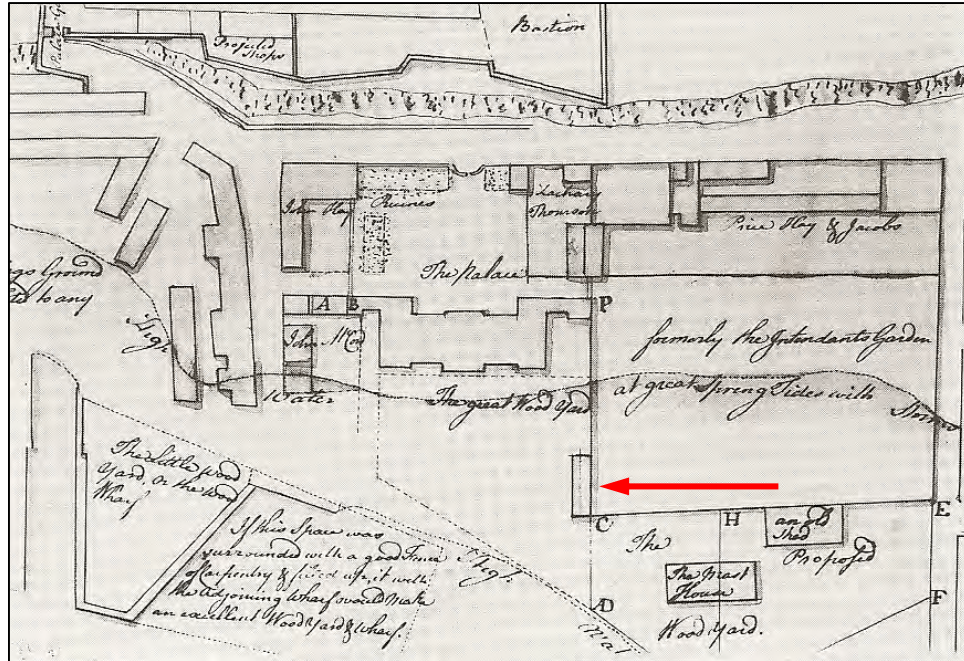


Figure 16. Plan de l'intendance de l'ingénieur royal John Marr (1771). La flèche rouge indique l'emplacement du *Commissaries House* (Tiré de Moussette 1994 : 126)

Du troisième quart du XVIII^e siècle jusqu'en 1847, la zone d'étude sert principalement d'entrepôt à bois (*King's Wood Yard*) (figure 17). À la partir de la seconde moitié du XIX^e siècle et ce, jusqu'au début du XX^e siècle, l'espace ensuite sert d'entrepôt de « carburant », probablement du charbon (*Queen's Fuel Yard*) (figure 18). À cette même époque, des terrains sont concédés le long de la rue Saint-Paul. Sur le plan des assureurs de 1875, deux bâtiments sont présents dans la zone d'étude soit un entrepôt à charbon et une maison (Simoneau 1989 : 4) (figure 19).



Figure 17. Extrait du plan de la ville de Québec de Joseph Bouchette (1830) (BAnQ, G/3454/Q4/1830/J22/CAR)



Figure 18. Extrait du plan de la ville de Québec de Paul Cousin de la firme Marcotte and Levy (1871) (BAnQ, G/3454/Q4/1871/C68/CAR)

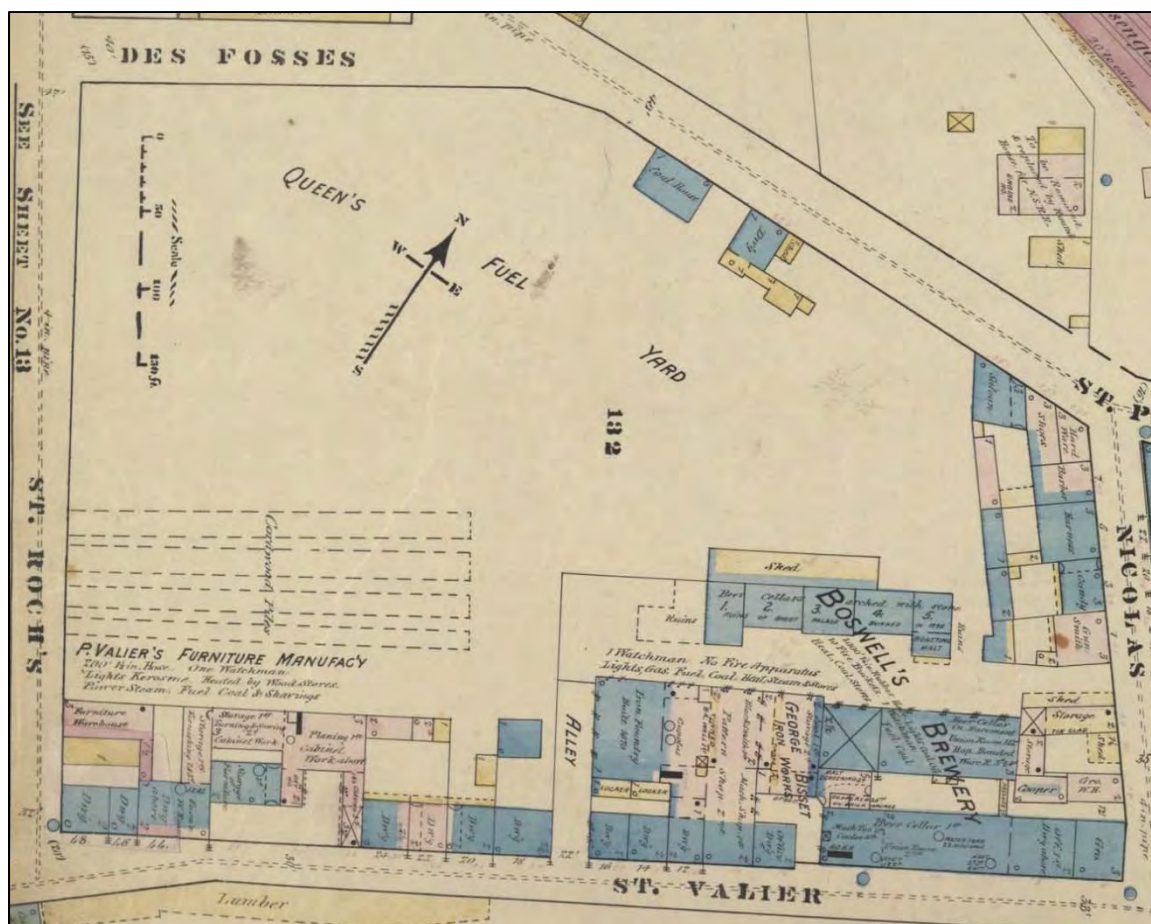


Figure 19. Extrait du plan d'assurances de la ville de Québec de Goad (1879) (BAHQ, P600/S4/ SS1/D65)

Le XX^e siècle

Au début du XX^e siècle, la zone d'étude est occupée par un marché aux foins, quelques hangars et des enclos à bétail. Enfin, le long de la rue Saint-Paul, l'ancien entrepôt à charbon est remplacé par le poste de police et de pompier numéro 4 (figure 20). En 1926, l'hôtel Château Champlain (l'actuelle Maison de Lauberivière) est aménagé à l'emplacement du poste de police tandis que les infrastructures associées au marché disparaissent (figure 21). En 1928, un petit garage/station-service en bois de la *McColl Frontenac Company* est également construit à l'angle des rues Vallière et des Prairies (figure 21). Dans les années 1950, ce dernier est remplacé par un second garage cette fois en blocs de béton. Ce bâtiment est démoli en 1987 (Simoneau 1989 : 4). Quant à l'hôtel Château Champlain, il est acheté en 1977 par un homme d'affaires qui revend le bâtiment en 1981 à la Maison de Lauberivière, toujours propriétaire des lieux.



Figure 20. Extrait du plan d'assurances de la ville de Québec de Goad (1922)
(BANQ, G/1144/L67G475/U5/1917 CAR)

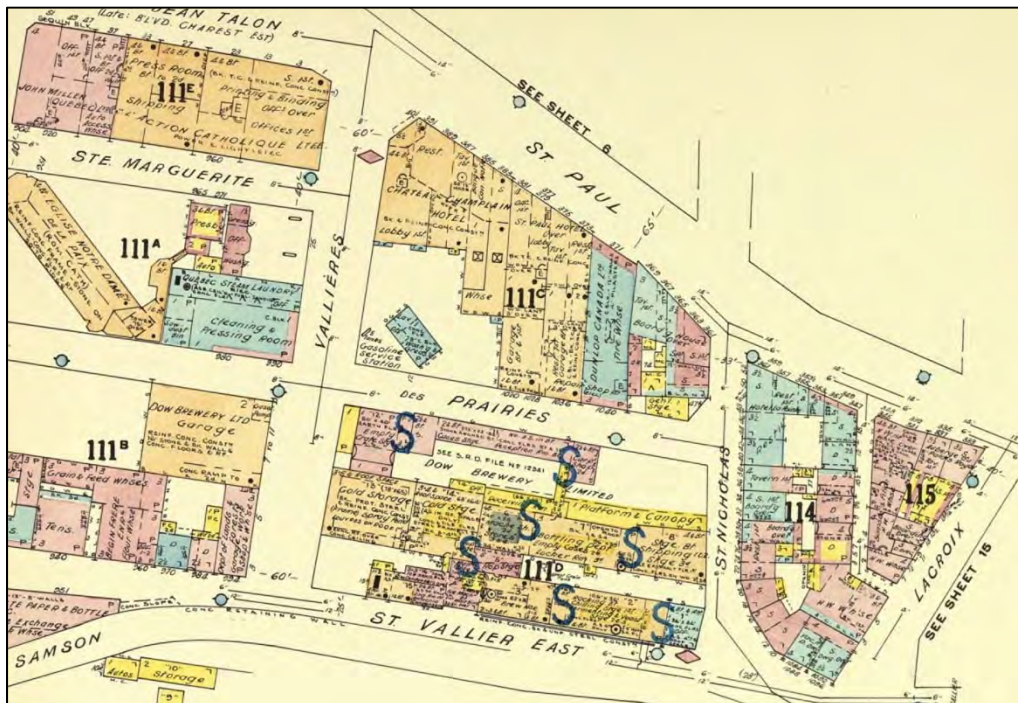


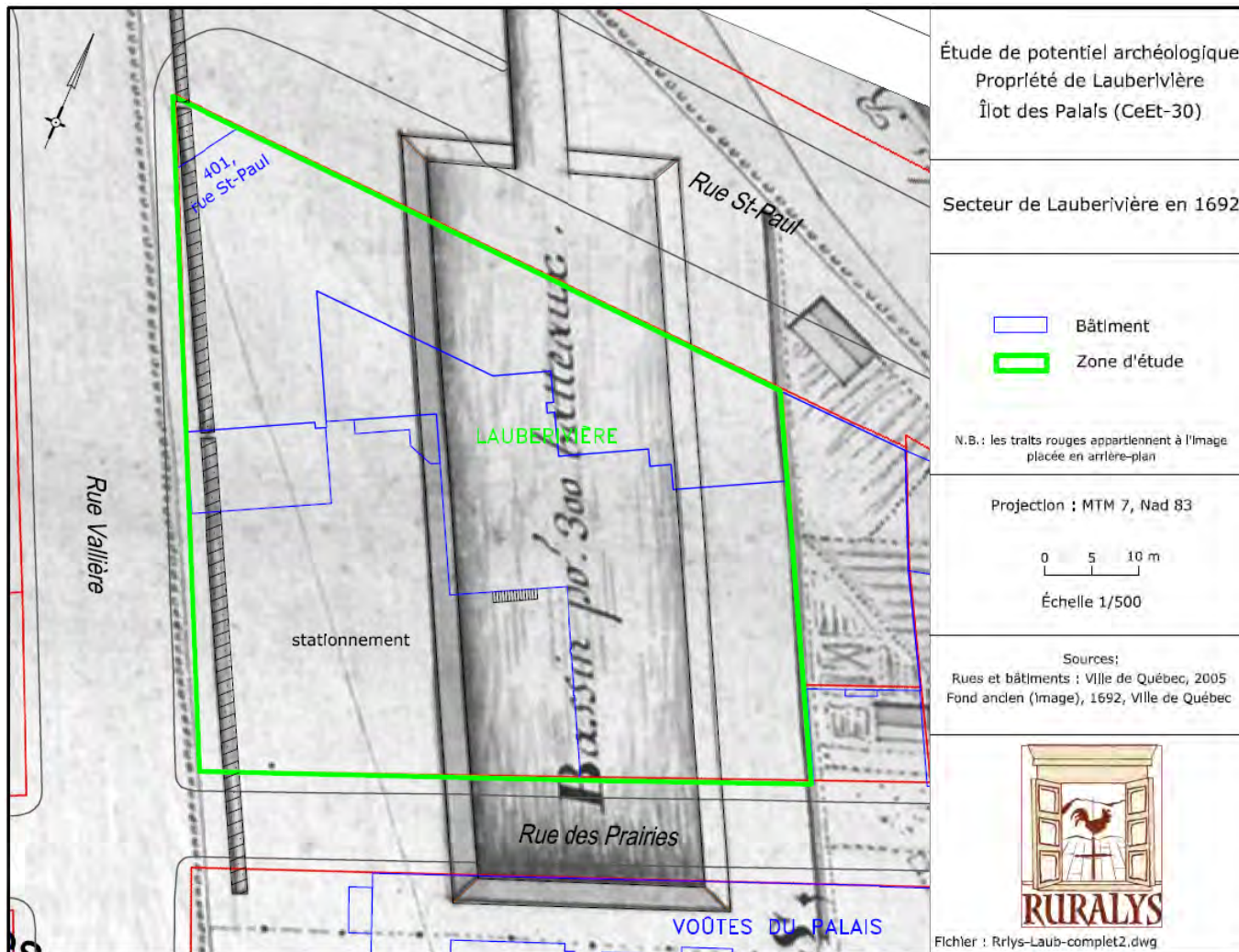
Figure 21. Extrait du plan d'assurances de la ville de Québec de Underwriters' Survey Bureau (1957)
(BANQ, G/1144/G4G475/U5/v.1/1957 CAR)

Le tableau 1 résume les principales étapes qui ont marqué l'évolution de l'occupation historique dans les limites de la zone d'étude. Les plans 2 à 9 présentent quant à eux l'évolution du bâti dans les limites de la zone d'étude entre les années 1692 et 1910.¹

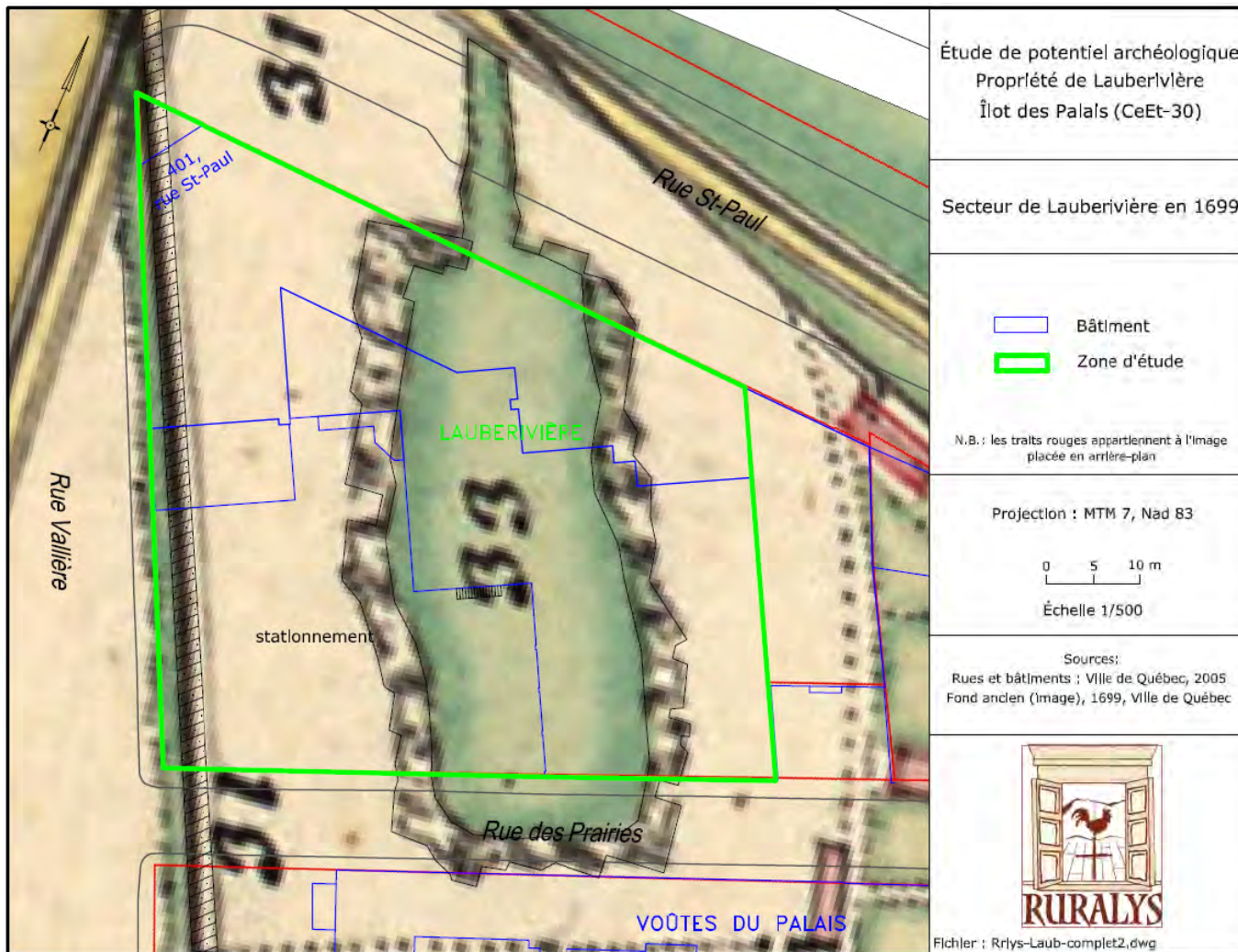
Tableau 1. Chronologie des événements dans la zone d'étude

Avant 1666	Terre appartenant à Guillemette-Marie Hébert
1668-1672	Chantier naval de l'intendant Talon
1690-1693	Construction d'un enclos palissadé autour du réduit de l'intendance
1695-1715	Présence d'un bassin à bateaux
1715-1775	Cour à bois et hangar
1775-1847	Entrepôt à bois (<i>King's Wood Yard</i>)
1850-1900	Entrepôt à charbon (<i>Queen's Fuel Yard</i>)
Début 20 ^e s.	Marché à foin, hangars et enclos à bétail
Années 1920	Construction du poste de police et de pompier numéro 4
1926	Construction de l'hôtel Château Champlain
1928	Construction d'un petit garage/station-service en bois de la <i>McColl Frontenac Company</i>
Années 1950	Construction d'un second garage en blocs de béton
1981	Vente de l'hôtel Château Champlain à la Maison de Lauberivière
1987	Démolition du garage en blocs de béton

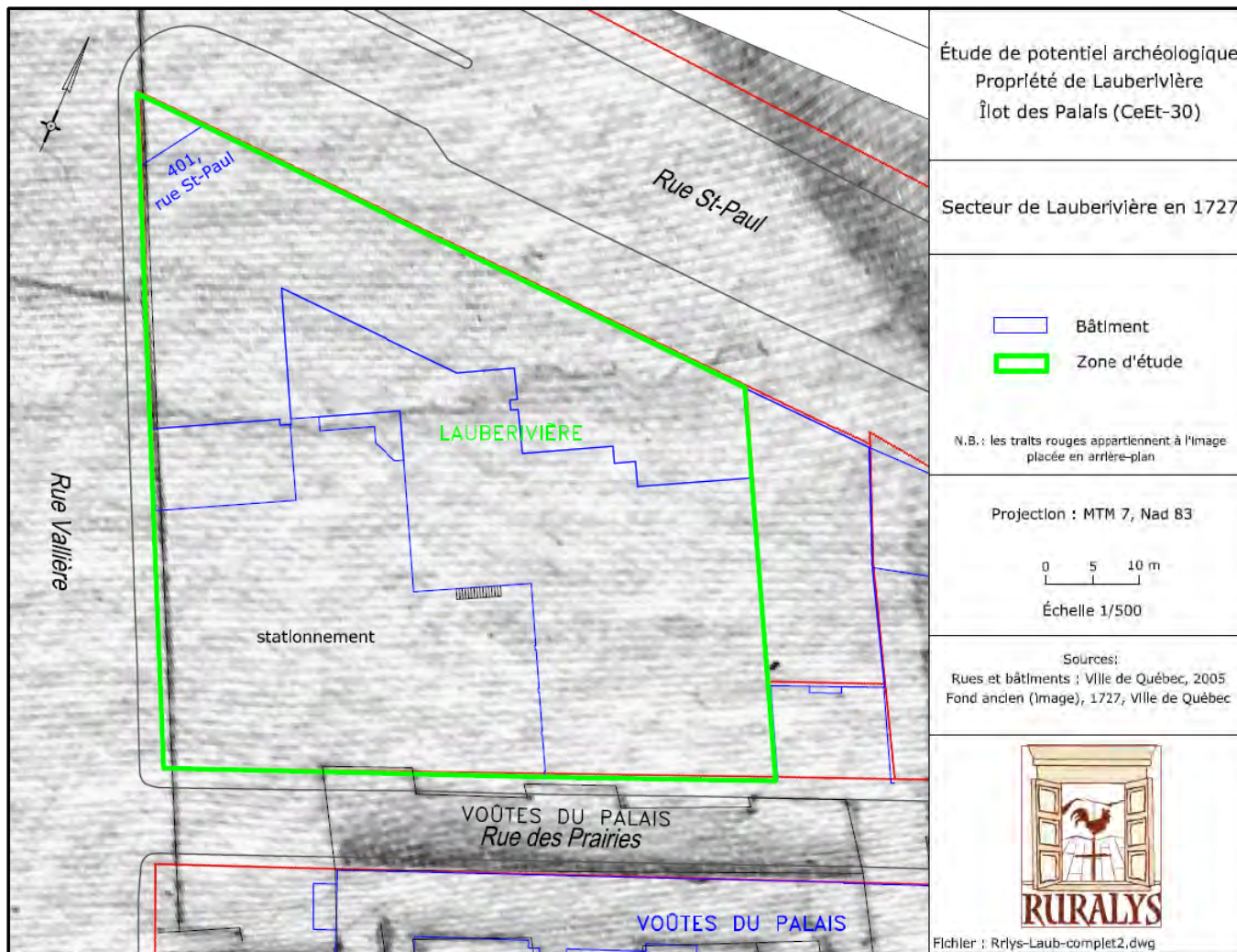
¹ Les plans 2 à 9 correspondent à des superpositions de plans historiques réalisées par la Ville de Québec en 2005.



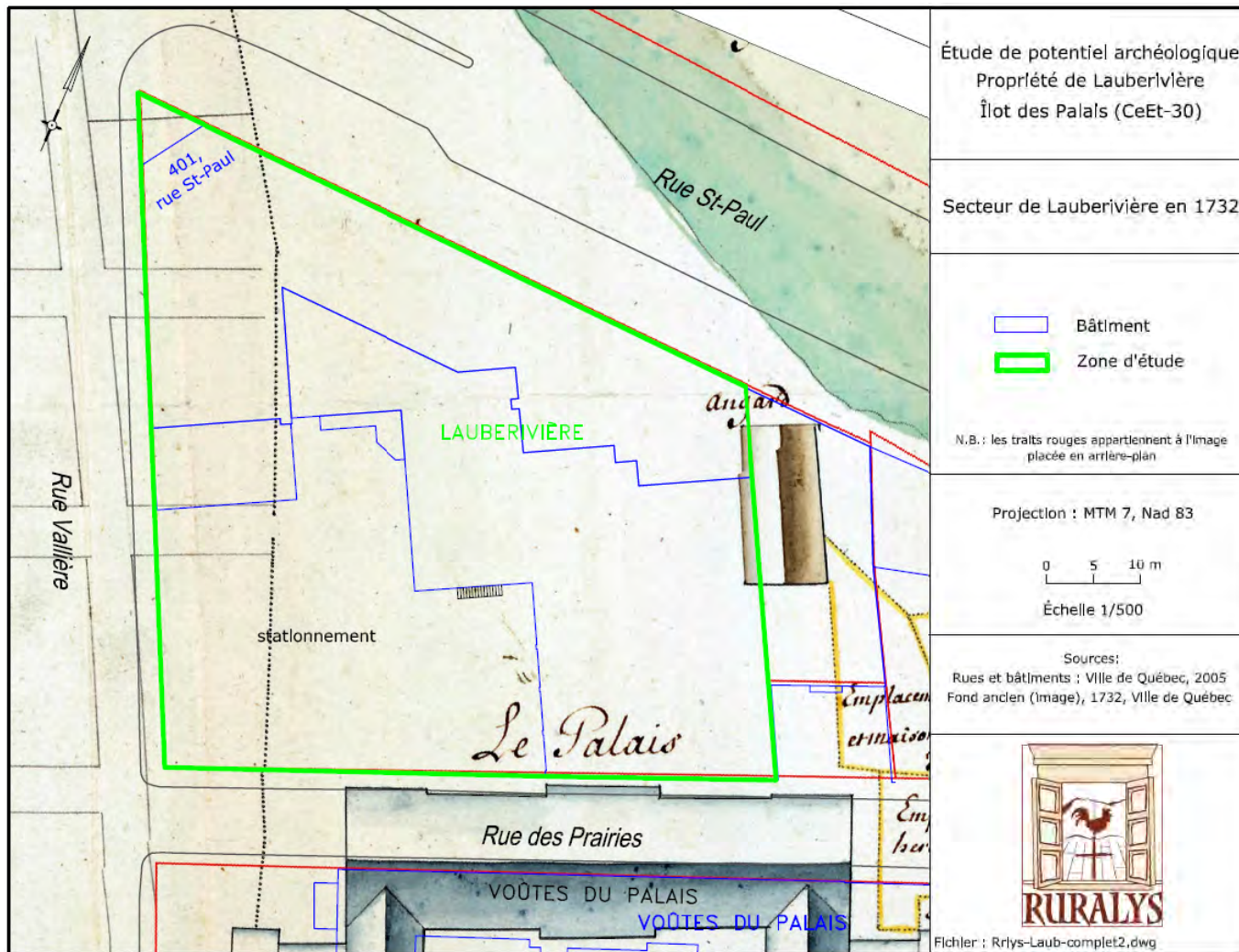
Plan 2. Propriété de la Maison de Lauberivière vers 1692 (Extrait du plan de Robert de Villeneuve datant de 1692 (Archives nationales d'outre-mer, France, 03DFC 439A) et Ville de Québec 2005)



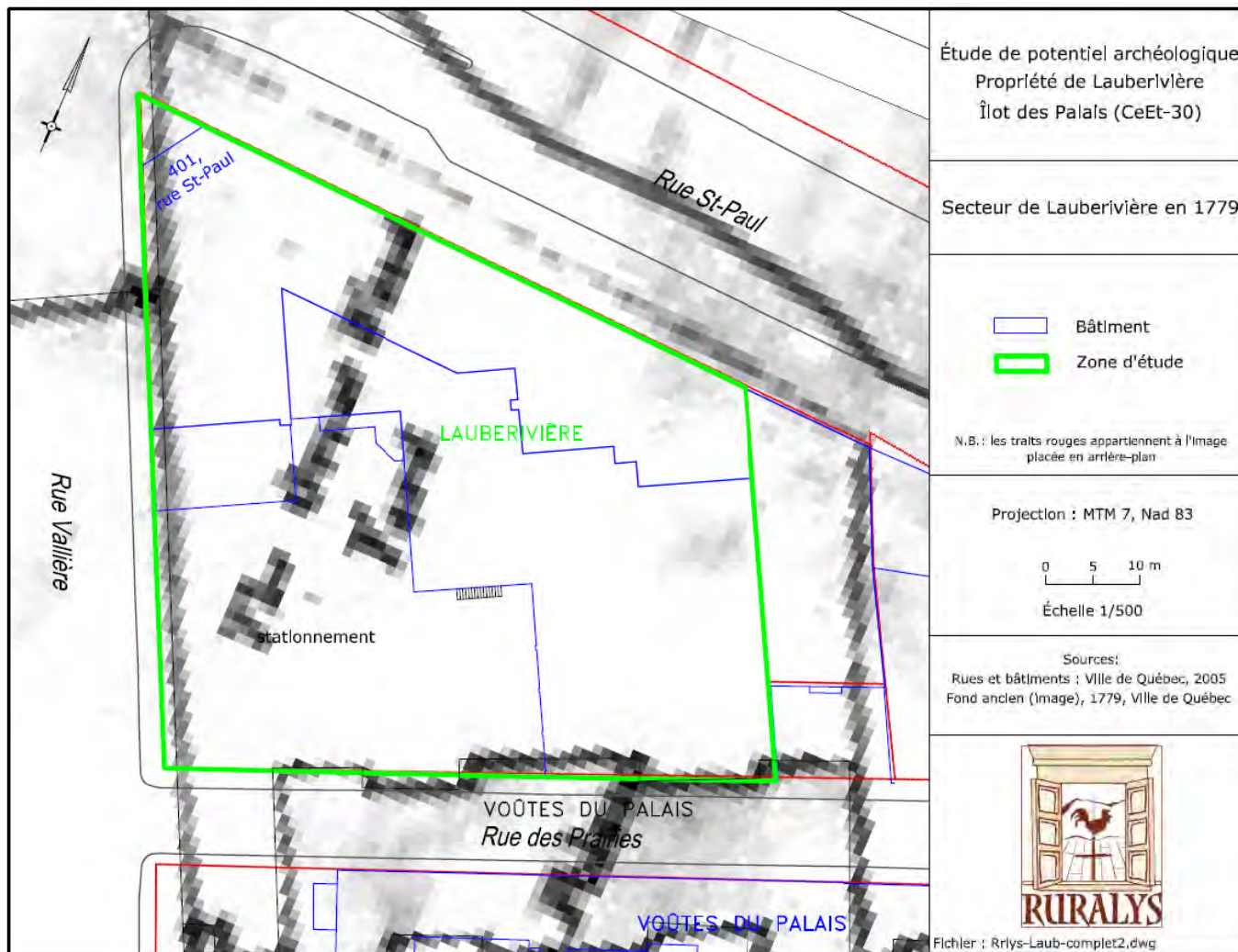
Plan 3. Propriété de la Maison de Lauberivière vers 1699 (Extrait du plan de Levasseur de Néré datant de 1699 (Archives nationales d'outre-mer, France, 03DFC 361B) et Ville de Québec 2005)



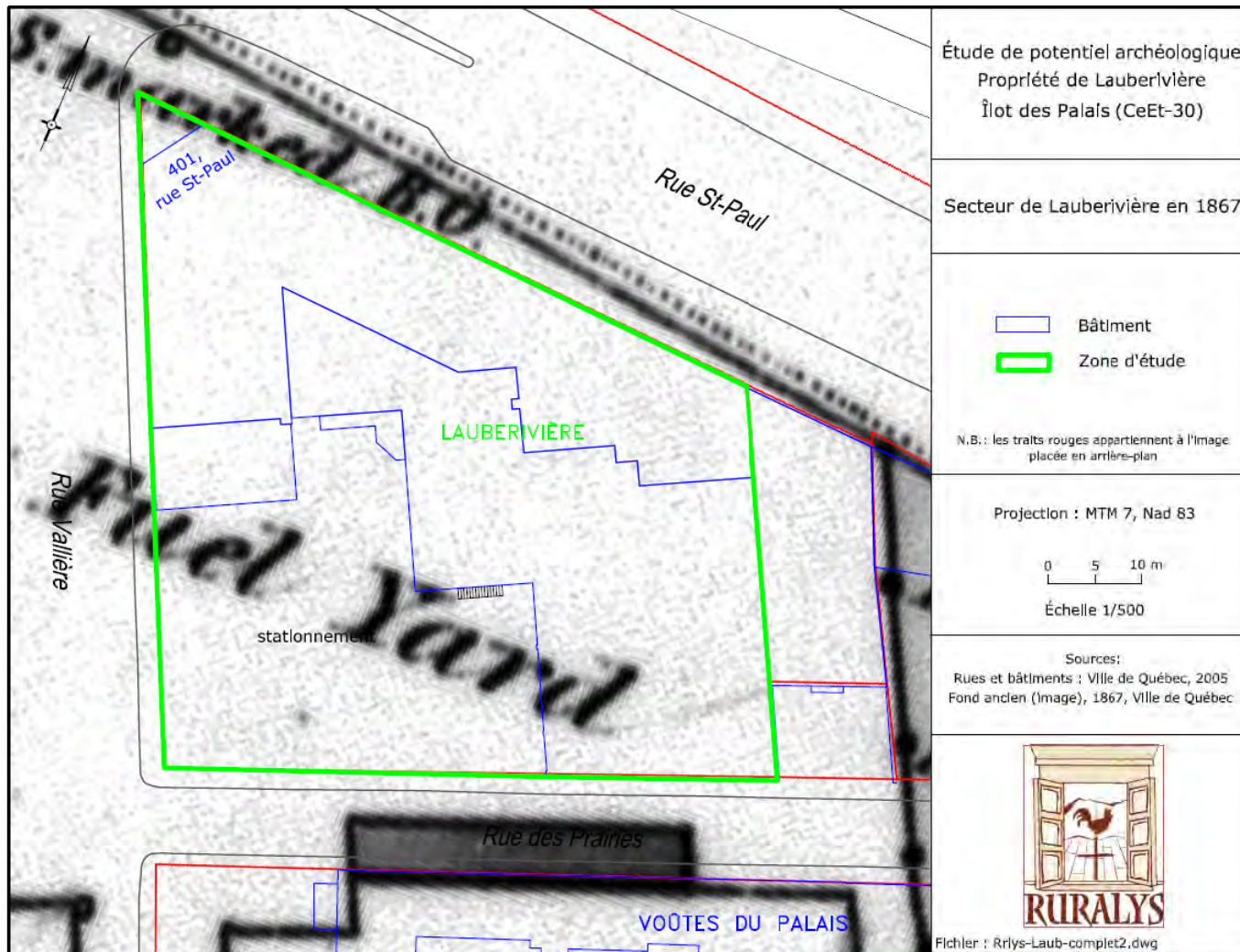
Plan 4. Propriété de la Maison de Lauberivière vers 1727 (Extrait du plan de Chaussegros de Léry datant de 1727 (BAnQ, P600, S4, SS2, D593) et Ville de Québec 2005)



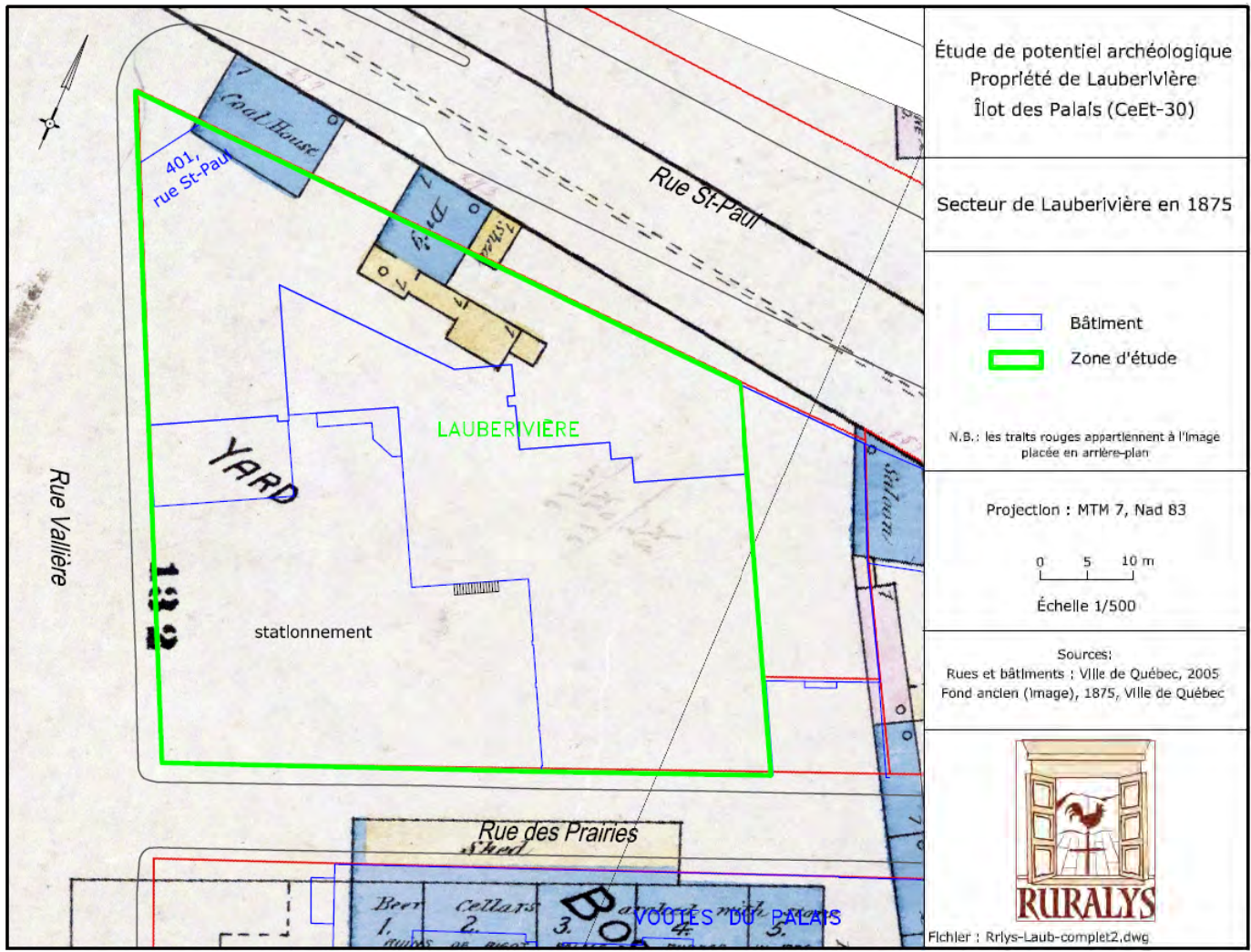
Plan 5. Propriété de la Maison de Lauberivière vers 1732 (Extrait du plan de Chaussegros de Léry datant de 1732 (Archives nationales d'outre-mer, France, F329 9601) et Ville de Québec 2005)



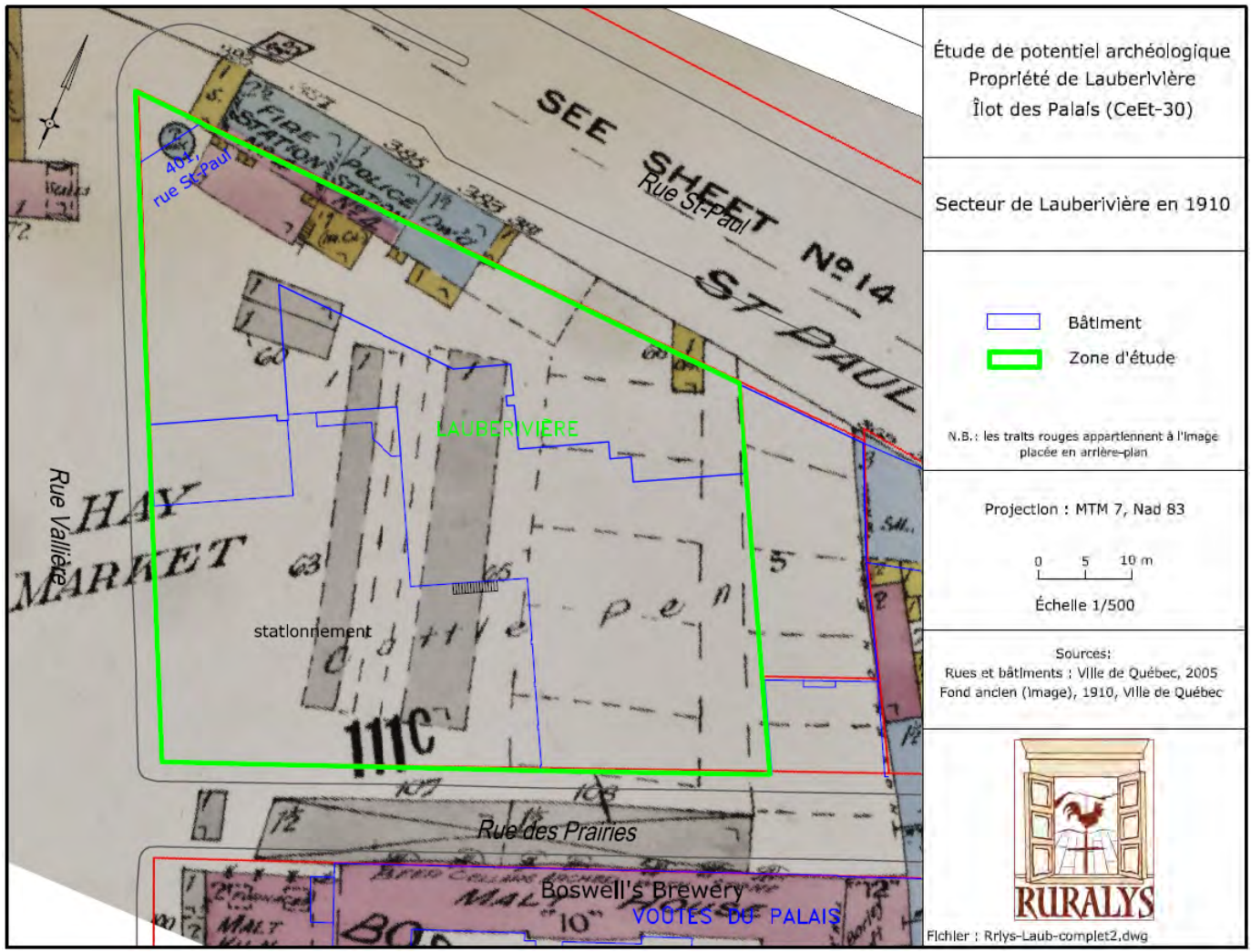
Plan 6. Propriété de la Maison de Lauberivière vers 1779 (Extrait du plan de Marr datant de 1779 (ANC, NMC 55479) et Ville de Québec 2005)



Plan 7. Propriété de la Maison de Lauberivière vers 1867 (Extrait du plan de Sitwell datant de 1867 (BANQ, P600-4, Collection initiale, D-362-Québec-1864-67) et Ville de Québec 2005)



Plan 8. Propriété de la Maison de Lauberivière vers 1875 (Extrait du plan de l'Atlas Sanborn datant de 1875 (ANQ, N1173-22, p.12) et Ville de Québec 2005)



Plan 9. Propriété de la Maison de Lauberivière vers 1910 (Extrait du plan de Goad datant de 1910 (BANQ, Cote C342-1910 révisé 1916, neg. FC-397) et Ville de Québec 2005)

3.2 Interventions archéologiques antérieures

Ancien site CeEt-287

Neuf interventions archéologiques sont associées au site CeEt-287 qui anciennement désignait la propriété de la Maison de Lauberivière ainsi que la portion de la rue Vallière localisée entre les rues Saint-Paul au nord et des Prairies au sud (tableau 2). Il est toutefois important de préciser que seules deux d'entre elles ont été réalisées dans les limites même de la zone d'étude (Simoneau 1988 : opération 4 et Ruralys à paraître : opération 74) (plan 10). Par ailleurs, rappelons que le site CeEt-287 a depuis quelques années été fusionné au site CeEt-30 désignant l'îlot des Palais.

En 1985, les archéologues Yves Tremblay et Jean Croteau ont effectué une surveillance archéologique dans le cadre de travaux d'Hydro-Québec le long de la limite ouest de la propriété de la Maison de Lauberivière (opération 1) (Tremblay et Croteau 1987a). Des pièces de bois, pour la plupart en position verticale, ont été découvertes. Aucune interprétation quant à la nature et à la fonction de ces dernières n'a alors été émise. Quant à la tranchée excavée dans la rue des Prairies, elle a livré des artefacts datant de la fin du XVIII^e et du XIX^e siècle (Tremblay et Croteau 1987a : 48).

L'année suivante, la firme Cérane effectue une surveillance archéologique dans le cadre de travaux d'enfouissement du réseau d'Hydro-Québec dans les limites des rues Vallière et des Prairies (opération 2) (Croteau 1987 : 59). Cette intervention a permis de mettre au jour quelques vestiges archéologiques dont une maçonnerie en pierre (2A16) qui pourrait être associée à un petit bâtiment visible sur le plan de Chaussegros de Léry datant de 1752 (Croteau 1987 : 59).

En 1988, la firme Cérane effectue de nouveaux travaux de surveillance archéologique dans le cadre de l'ajout d'un puit d'accès d'Hydro-Québec, cette fois dans les limites du trottoir situé du côté ouest de la rue Vallière, entre les rues Saint-Paul et des Prairies (opération 3). Cette intervention a conduit à la découverte d'un vestige de maçonnerie en pierre (3A4) ainsi que les vestiges d'un plancher en bois (3A5) et qui pourraient être associés à des bâtiments témoignant de la présence d'un marché aux foins apparaissant sur les plans du début du XX^e siècle (Cérane 1989b : 101-104).

En 1988, une surveillance de travaux d'excavation effectués dans le cadre de la construction d'une allonge derrière le bâtiment principal de la Maison de Lauberivière, en bordure de la rue Vallière, a été réalisée. Une tranchée mesurant 18 m de longueur sur 9 m de largeur et atteignant une profondeur moyenne de 3,50 m a alors été excavée (opération 4) (Simoneau 1988 : 2). La surveillance archéologique réalisée par Daniel Simoneau a permis de mettre au jour trois vestiges de maçonnerie (4A1 à 4A3) ainsi que trois concentrations de bois (4A4 à 4A6) (Simoneau 1988 : 6). Les vestiges 4A1 et 4A2 ont été associés au bâtiment rectangulaire apparaissant sur le plan de 1744 et identifié au Régime anglais comme étant le *Commissaries House*. Quant au vestige 4A3, il pourrait correspondre à la prolongation sud du mur ouest du bâtiment identifié précédemment et qui aurait servi de muret apparaissant sur le plan de 1750 qui délimitait alors les jardins

de l'intendance (Simoneau 1988 : 10). Quant aux vestiges 4A4 à 4A6, ils avaient alors été associés à la cour à bois qui occupe les lieux au début du XVIII^e siècle.

De 1990 à 1993, la firme Cérane effectue quatre interventions archéologiques dans les limites du site CeEt-287. En 1990, des travaux d'implantation de lignes téléphoniques de Bell Canada sur une distance de 40 m le long du côté nord de la rue des Prairies (opération 5) et du côté ouest de la rue Vallière (opération 6) font l'objet d'une surveillance archéologique. En somme, l'opération 5 a conduit à la mise au jour de deux dépôts d'artefacts datant du XIX^e siècle. Quant à l'opération 6, elle a permis de mettre au jour d'anciens pavements de bois et de macadam (Cérane 1991b : 1, 45-49). En 1991, Bell Canada effectue d'importants travaux d'excavation dans les limites du trottoir situé du côté sud de la rue Saint-Paul, le long des sites CeEt-287, 225 et 226. L'intervention archéologique qui a été effectuée dans le cadre de ce projet a seulement permis d'observer la présence, le long de la propriété de la Maison de Lauberivière, d'un ancien niveau de passage en macadam (7A4 et 7B4) sous lequel un contexte semblant témoigner d'une occupation domestique pouvant remonter à la fin du XVIII^e siècle a été identifié (7A5 et 7B5). Ces découvertes ont été faites plus précisément en face du 375 et du 379, rue Saint-Paul. En face du 385 et du 389, rue Saint-Paul, un vestige en maçonnerie a également été mis au jour (7C4). Orienté selon un axe nord-sud, ce vestige était présent à environ 0,90 m de profondeur et était constitué principalement de pierres de grès mais sans apparence de joints de mortier (maçonnerie sèche?). D'une largeur de 0,88 m et dégagé sur une longueur de 1,15 m, il était recouvert d'un remblai qui a livré un peu de matériel datant du XIX^e siècle. À quelques mètres à l'ouest du vestige 7C4, un autre vestige semblable à ce dernier a été mis au jour (7E1). L'hypothèse voulant que ces vestiges puissent être associés à un entrepôt à charbon apparaissant sur les plans datant du troisième quart du XIX^e siècle avait alors été avancée (Cérane 1992c : 20-25). Enfin, en 1993, Cérane effectue une surveillance archéologique de travaux de Gaz Métro qui ont nécessité l'excavation d'une tranchée dans la portion ouest de la rue Vallière, entre les rues Saint-Paul et Saint-Vallier, la portion nord de cette dernière se trouvant dans les limites du site CeEt-287 (opération 8). Aucun vestige immobilier n'avait alors été mis au jour si ce n'est que la découverte de quelques briques de facture française qui pourraient témoigner de la présence d'un ancien bâtiment datant du Régime français (Cérane 1994c : 9-14).

Finalement, au cours de l'automne 2014, une surveillance archéologique effectuée dans le cadre de travaux de décontamination réalisés dans la portion sud de la propriété de la Maison de Lauberivière et correspondant à un stationnement a permis de mettre au jour plusieurs vestiges archéologiques d'importance. Le long de la rue Vallière, un imposant ouvrage maçonné en pierre apparaissant sur le plan de 1692 a été mis au jour sur plus de 8 m de longueur (75A100). Des pieux en place associés à un ouvrage palissadé et orientés selon un axe est-ouest ont également été découverts à proximité de l'extrémité nord de ce mur (75A200). Bien qu'une partie de ce dernier a dû être démolie, ces pieux ont tout de même été laissés en place. Les vestiges d'un drain en pierre et en bois dont l'aménagement est associé au second Palais de l'intendant a également été documenté (75A300). En somme, il s'agissait d'une canalisation en pierre recouverte de billots de bois dont les extrémités biseautées observées sur plusieurs d'entre eux permettent

d'émettre l'hypothèse qu'il puisse s'agir d'anciens pieux de palissade récupérés. Enfin, dans la portion sud-est de la propriété, de nombreuses pièces de bois dont certaines pourraient être associées soit au chantier naval ou au bassin à bateaux ont été identifiées (75A500). Le long de la rue des Prairies, une petite portion du mur nord du second Palais de l'intendant a également été mise au jour (75A600) (*Ruralys À paraître*).

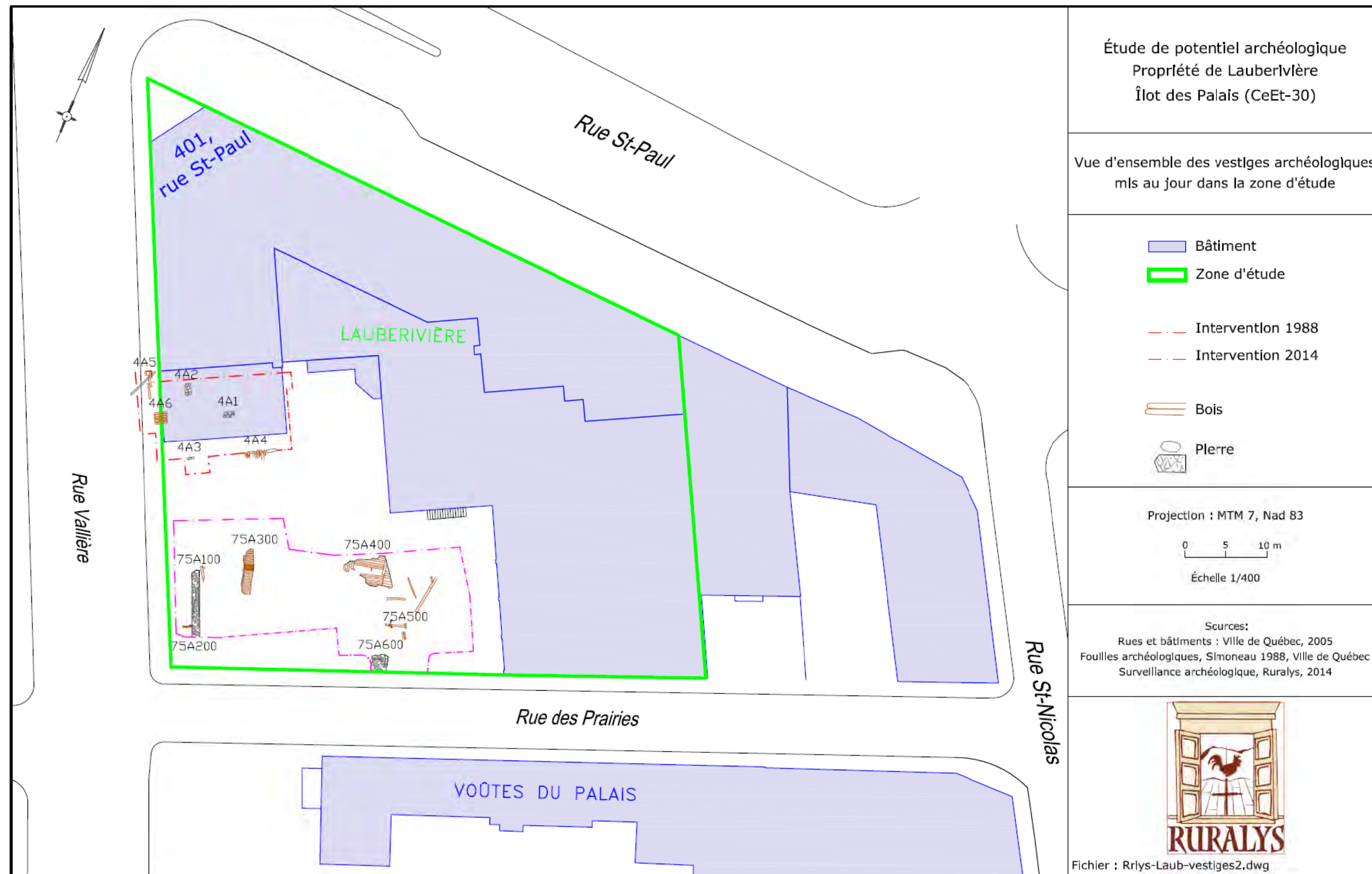
Le plan 10 présente uniquement les interventions archéologiques réalisées dans les limites de la zone d'étude ainsi que les vestiges mis au jour au cours de ces dernières.

Sites CeEt-225 et 226

Les sites CeEt-225 et 226 font partie du même quadrilatère que l'ancien site CeEt-287 et correspondent respectivement aux deux autres lots situés à l'est de la propriété de la Maison de Lauberivière. Tout comme le site CeEt-287, le site CeEt-225 a également été intégré au site CeEt-30. Les principales découvertes qui y ont été faites correspondent à des vestiges mis au jour dans les limites du site CeEt-226. Ces derniers sont associés à une maison connue sous le nom de la « Friponne » construite par l'intendant Bigot en 1753 (Cérane 1994f : 39).

Site CeEt-30

À l'extérieur des limites de la zone d'étude, les nombreuses interventions archéologiques réalisées dans les dernières décennies dans les limites du site CeEt-30 nous fournissent également des indices concernant le potentiel archéologique de la propriété de la Maison de Lauberivière qui anciennement faisait partie du réduit de l'intendance. En effet, plusieurs campagnes de fouilles archéologiques réalisées principalement dans le cadre du chantier-école de l'Université Laval ont permis de mettre au jour des vestiges associés à ceux qui ont déjà été découverts et ceux pouvant potentiellement être mis au jour dans les secteurs non expertisés de la zone d'étude. Parmi ces vestiges, il est question, entre autres d'éléments associés aux ouvrages défensifs mis en place dans le secteur à partir de la fin du XVII^e siècle dont la palissade de 1690 (Desjardins 2004, Lambert et Mercier 2008) ainsi qu'un mur de fortification (Duchaine 2001, Alberton 2005). D'autres interventions ont permis de mettre au jour des vestiges associés à la moitié nord du second Palais de l'intendant principalement dans la rue des Prairies (Dionne 2001, Gilbert 2003, Herzog 2005, Nadeau 2007 et Letarte 2007). De plus, une section du drain permettant l'évacuation des eaux usées du second Palais de l'intendant a également été mise au jour (Janson 2008). Enfin, des niveaux pouvant témoigner de la présence d'une étendue d'eau dans le secteur, peut-être le bassin à bateaux, ont aussi été documentés (Pelletier 2012).



Plan 10. Localisation des zones d'interventions archéologiques antérieures effectuées dans les limites de la zone d'étude et des vestiges architecturaux qui y ont été mis au jour

Tableau 2. Tableau synthèse des interventions archéologiques antérieures effectuées dans les limites de la zone d'étude

Archéologue(s)	Années des travaux	Opération/Sous-opération	Localisation	Vestiges immobiliers / sols d'occupation	Commentaires
Yves Tremblay et Jean Croteau	1985	Opération 1	Le long de la limite ouest de la propriété de la Maison de Lauberivière et la rue des Prairies.	Des pièces de bois pour la plupart en position verticale ont été découvertes.	À l'extérieur de la zone d'étude.
Cérane (Jean Croteau)	1986	Sous-opération 2A	Rues Vallière et des Prairies	Vestige de maçonnerie en pierre associé à un petit bâtiment visible sur le plan de Chaussegros de Léry datant de 1752.	À l'extérieur de la zone d'étude.
Cérane	1988	Sous-opération 3A	Côté ouest de la rue Vallière, entre les rues Saint-Paul et des Prairies.	Vestige de maçonnerie en pierre (3A4) et plancher en bois (3A5) qui pourraient être associés à des bâtiments témoignant de la présence d'un marché aux foins apparaissant sur les plans du début du XX ^e siècle.	À l'extérieur de la zone d'étude.
Daniel Simoneau (Ville de Québec)	1988	Sous-opération 4A	Derrière le bâtiment principal de la Maison de Lauberivière, en bordure de la rue Vallière.	Trois vestiges de maçonnerie (4A1 à 4A3) ainsi que trois concentrations de bois (4A4 à 4A6). Les vestiges 4A1 et 4A2 ont été associés au bâtiment rectangulaire apparaissant sur le plan de 1744 et identifié au Régime anglais comme le <i>Commissaries House</i> . Quant au vestige 4A3, il pourrait correspondre à la prolongation sud du mur ouest du bâtiment identifié précédemment et qui aurait servi de muret apparaissant sur le plan de 1750 qui délimitait les jardins de l'intendance. Quant aux vestiges 4A4 à 4A6, ils avaient alors été associés à la cour à bois qui occupe les lieux au début du XVIII ^e siècle. Par ailleurs, les travaux d'excavation ont atteint le sol naturel jugé archéologiquement stérile.	Secteur libéré en totalité.
Cérane	1990	Opérations 5 et 6	40 m le long du côté nord de la rue des Prairies et côté ouest de la rue Vallière.	Dépôts d'artefacts datant du XIX ^e siècle et anciens pavements en bois et en macadam.	À l'extérieur de la zone d'étude.
Cérane	1991	Sous-opérations 7A et 7B	Trottoir situé du côté sud de la rue Saint-Paul.	Ancien niveau de passage en macadam (7A4 et 7B4), contexte semblant témoignant d'une occupation domestique pouvant remonter jusqu'à la fin du XVIII ^e siècle et deux vestiges de maçonnerie en pierre qui pourraient être associés à un entrepôt à charbon apparaissant sur les plans datant du troisième quart du XIX ^e siècle.	À l'extérieur de la zone d'étude.
Cérane	1993	Opération 8	Portion ouest de la rue Vallière, entre les rues Saint-Paul et Saint-Vallier.	Aucun vestige.	À l'extérieur de la zone d'étude.
Ruralys	À paraître	Opération 74	Portion sud de la propriété de la Maison de Lauberivière.	Vestige du mur apparaissant sur le plan de 1692, pieux d'un ouvrage palissadé en place, de nombreuses pièces de bois qui pourraient être associées soit au chantier naval ou au bassin à bateaux datant du XVII ^e siècle et vestiges d'un drain en pierre et en bois et d'une petite portion du mur nord du second Palais de l'intendant. Par ailleurs, les travaux d'excavation ont atteint le sol naturel jugé archéologiquement stérile.	Secteur libéré en totalité.

3.3 Potentiel archéologique historique

3.3.1 État actuel des lieux

Près des deux tiers de la superficie de la propriété de la Maison de Lauberivière sont actuellement occupés par des bâtiments qui couvrent une superficie de 2 327 m² incluant le bâtiment principal situé à l'angle des rues Saint-Paul et Vallière. Quant à la portion sud-ouest de la propriété, elle est occupée par un stationnement dont la surface est asphaltée (photos 1 à 3; figure 22).



Photo 1. Vue du bâtiment principal de la Maison de Lauberivière, vers le sud-est (RUR-POT-LAUBERIVIERE-2015-001)



Photo 2. Vue des bâtiments de la Maison de Lauberivière qui seront démolis, vers le nord (RUR-POT-LAUBERIVIERE-2015-010)



Photo 3. Vue du stationnement localisé à l'angle des rues Vallière et des Prairies, vers l'ouest (RUR-POT-LAUBERIVIERE-2015-008)

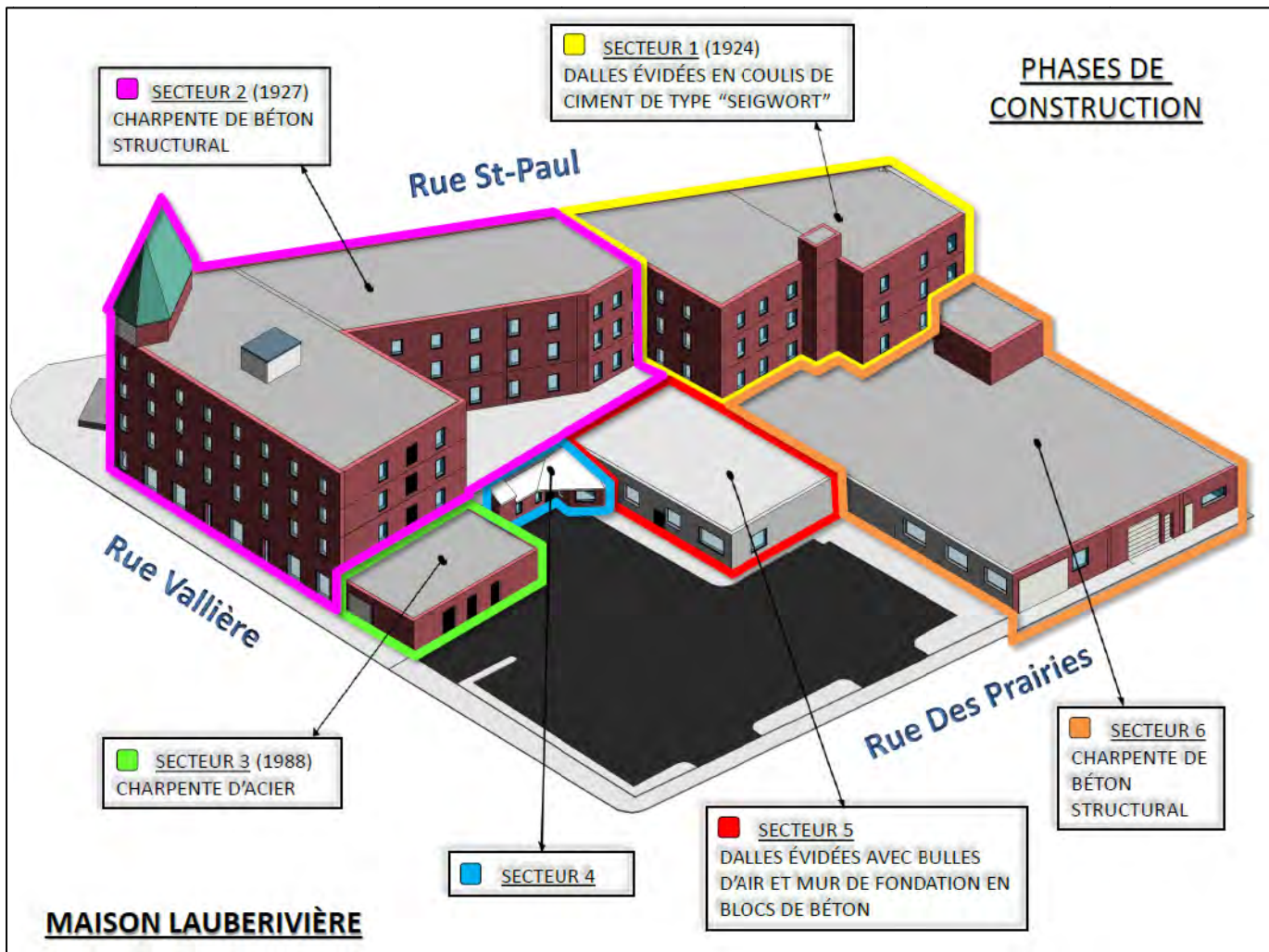


Figure 22. Phases de construction des bâtiments de la Maison de Lauberivière (Lafond Côté Architectes 2014)

3.3.2 Travaux projetés

Les bâtiments de la Maison de Lauberivière présentent d'importantes lacunes structurales qui nécessitent des travaux de consolidation et de démolition/reconstruction afin de répondre aux normes exigées. Seul le bâtiment principal situé à l'angle des rues Saint-Paul et Vallière sera conservé. Sa structure fera tout de même l'objet de travaux de consolidation (figures 23 et 24).

Les autres bâtiments de la propriété seront quant à eux complètement démolis (figures 23 et 24). Le long des limites nord et est de la propriété, ces derniers feront place à des agrandissements du bâtiment principal (figure 25).



Figure 23. Croquis représentant les bâtiments de la Maison de Lauberivière qui seront conservés et ceux qui seront démolis (Lafond Côté Architectes 2014)

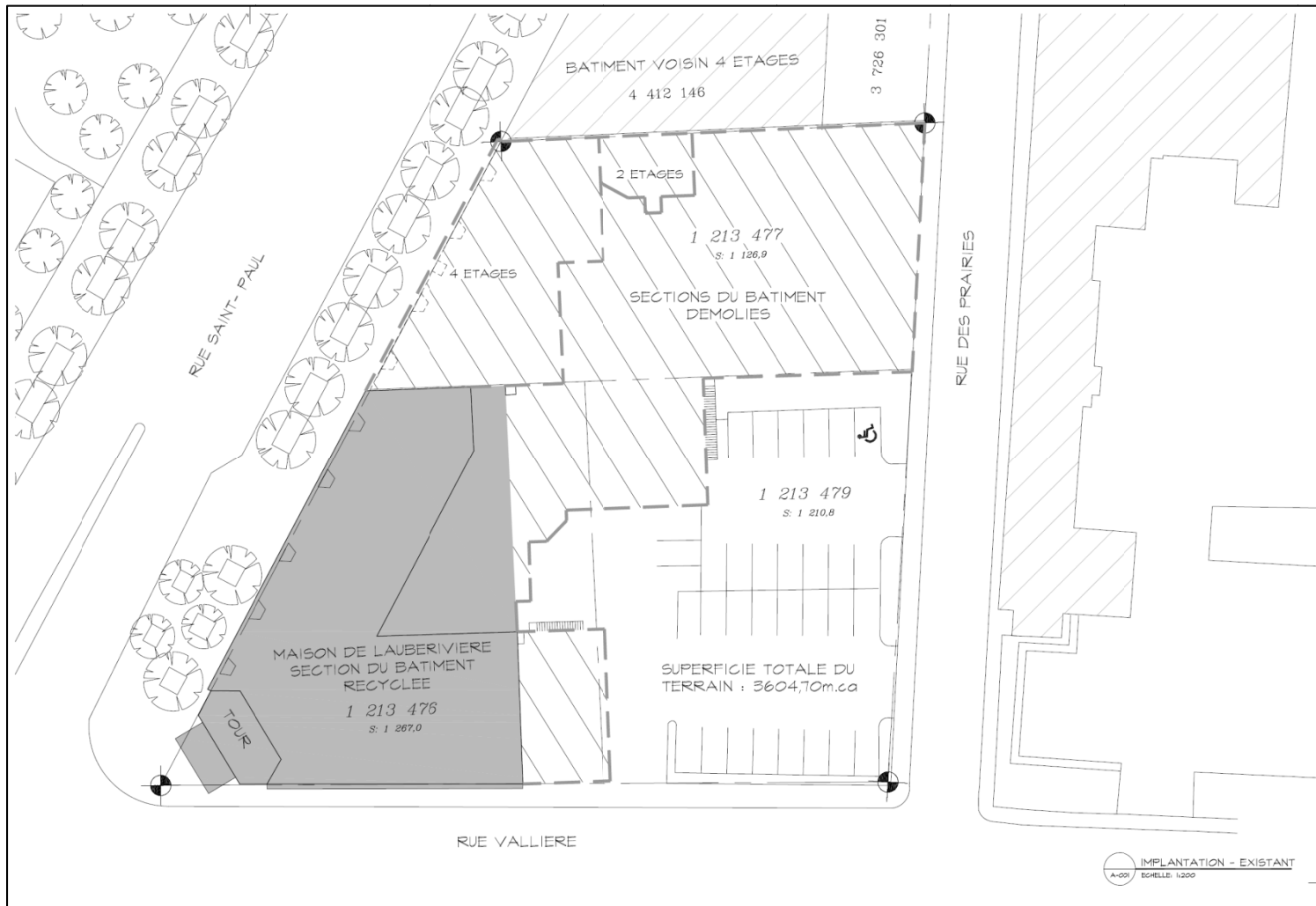


Figure 24. État actuel de la propriété de la Maison de Lauberivière (Lafond Côté Architectes 2014)

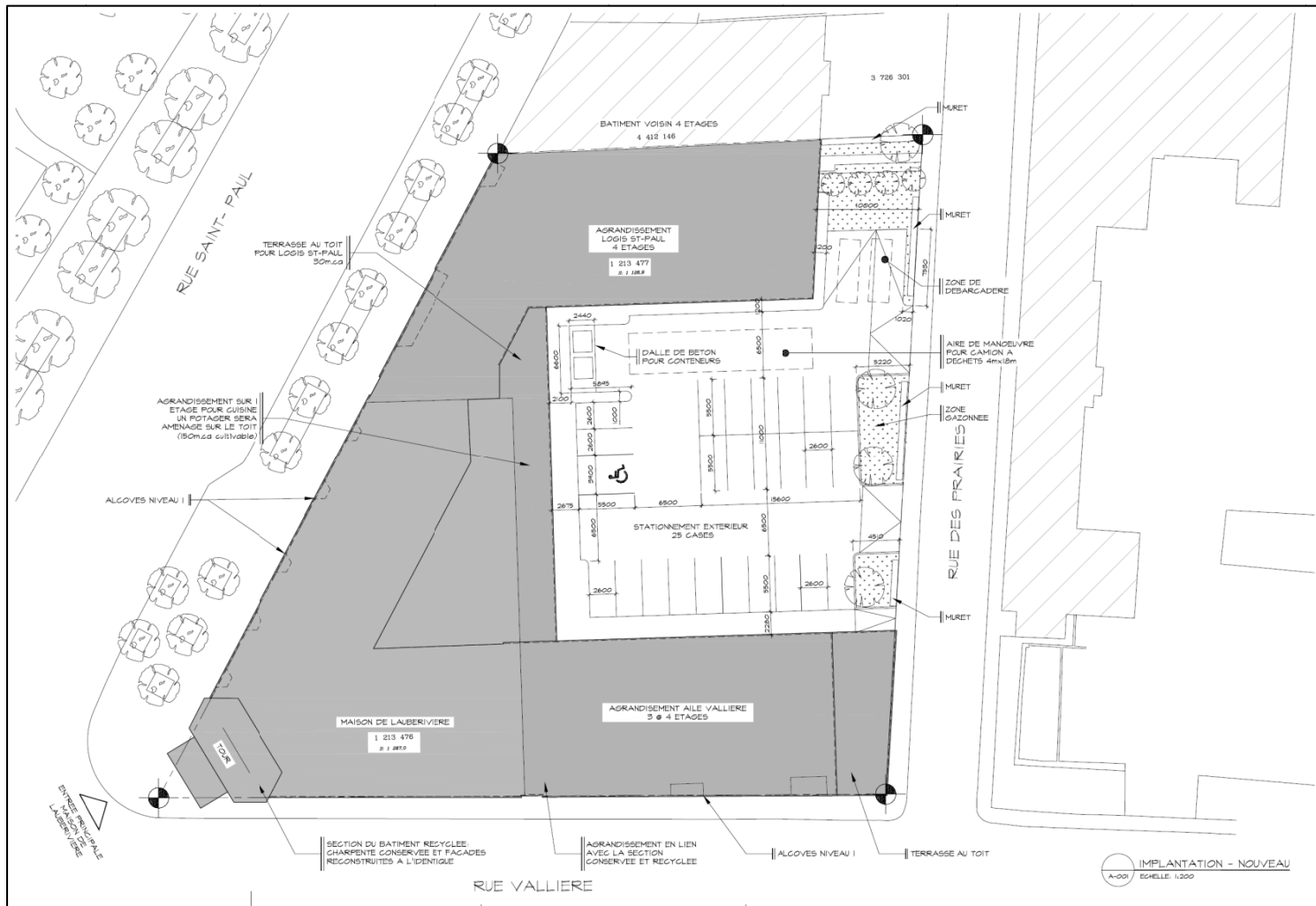


Figure 25. Projet de recyclage et d'agrandissement de la Maison de Lauberivière (Lafond Côté Architectes 2014)

3.3.3 Zones à potentiel archéologique historique

Étant donné que le site de l'îlot des Palais (CeEt-30) a été occupé sur une période de plus de 350 ans, la propriété de la Maison de Lauberivière, qui est située dans les limites de ce dernier, est susceptible de contenir des vestiges immobiliers ainsi que des portions résiduelles de sols d'occupation en place, principalement dans les secteurs du site n'ayant jamais fait l'objet d'interventions archéologiques. À la lumière des informations qui ont été recueillies dans la présente étude de potentiel, trois zones à potentiel archéologique historique ont donc été identifiées (plan 11).

Zone à potentiel H1 (chantier naval/bassin à bateaux 1668-1715/Éléments défensifs à partir de 1690)

La zone à potentiel H1 correspond aux deux tiers de la propriété de la Maison de Lauberivière actuellement occupés par des bâtiments (plan 11). Ce secteur aurait officiellement accueilli un chantier naval à partir de 1668. Bien que l'emplacement de ce dernier ne soit pas attesté avec certitude, des éléments laissant croire à sa présence ont tout de même été mis au jour dans le secteur. De plus, à partir des années 1690, la zone H1 est en grande partie occupée par un bassin à bateaux facilitant notamment l'approvisionnement de l'intendance. En somme, les pièces de bois qui ont été mises au jour dans la zone d'étude en 2014 (Ruralys À paraître) pourraient donc être associées à une de ces deux phases d'occupation des lieux aux XVII^e et XVIII^e siècles. Il est donc possible que des vestiges associés au chantier naval ou encore au bassin à bateaux soient découverts au nord des pièces de bois 75A500. Dans le coin nord-ouest de la zone H1, sous le bâtiment principal de la Maison de Lauberivière, des vestiges associés à des éléments défensifs mis en place à partir de la fin du XVII^e siècle pourraient également être présents. De plus, un hangar apparaissant sur un plan datant de 1732 est présent à proximité du coin nord-est de la zone H1. Enfin, des vestiges associés au mur nord du second Palais de l'intendant pourraient être présents dans la portion sud de la zone H1. Bien que l'ensemble de la zone H1 soit occupé par des bâtiments, des forages réalisés à l'intérieur de ces derniers indiquent que l'épaisseur des sols sur lesquels reposent les bâtiments varie de 1,48 m à 2,24 m à partir de la surface des dalles de béton dont l'épaisseur varie également de 0,15 m à 0,40 m (Terrapex 2012). De plus, les dalles de béton du soubassement des bâtiments reposent à une altitude oscillant principalement entre 3,70 m et 4,60 m NMM. Or, les pièces de bois mis au jour en 2014 (75A500) reposent à des altitudes similaires variant de 3,78 m à 4,54 m NMM. Il est donc tout à fait possible que les sols présents sous les bâtiments de la Maison de Lauberivière puissent contenir des ressources archéologiques notamment d'autres pièces de bois témoignant de la présence du chantier naval ou encore du bassin à bateaux.

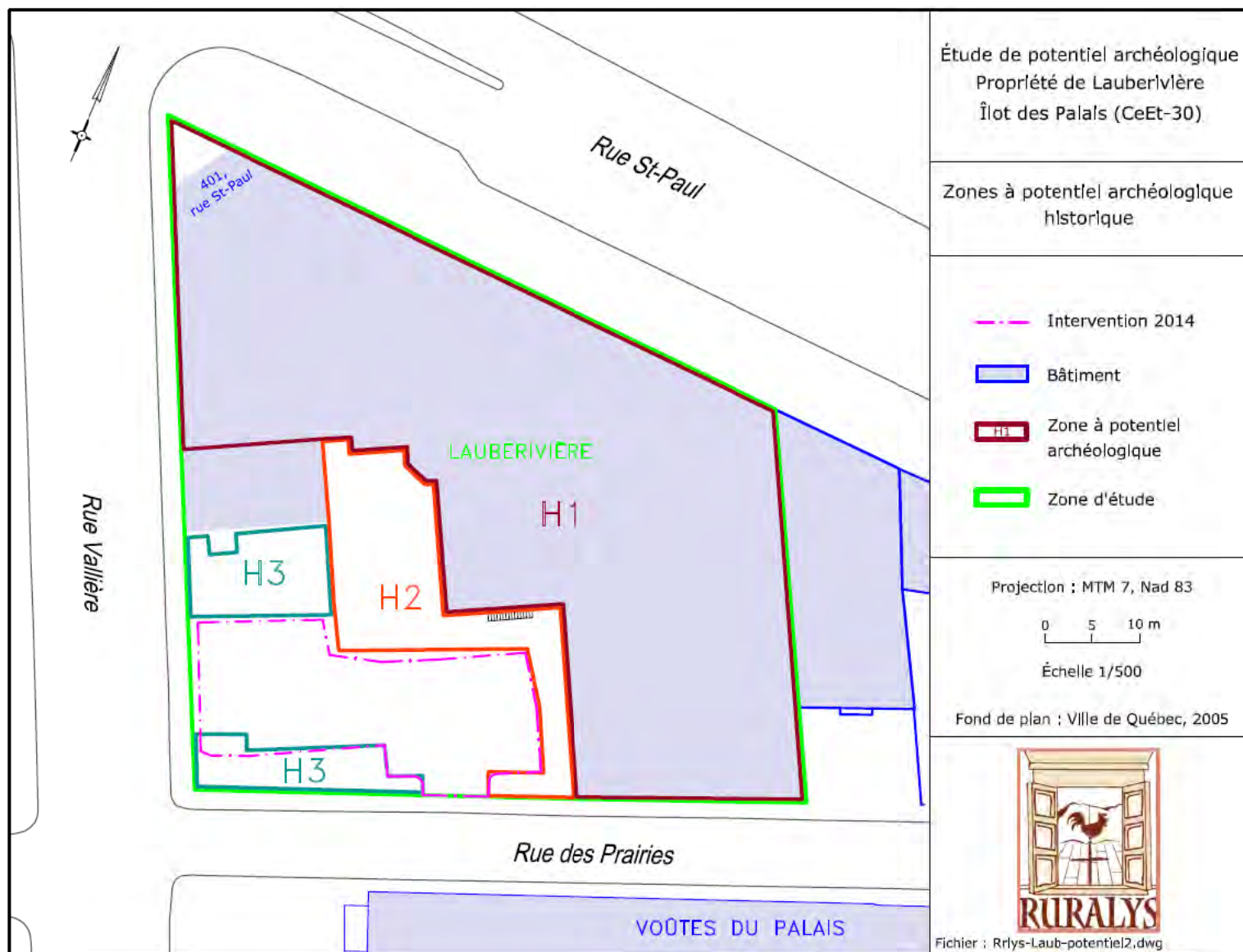
Zone à potentiel H2 (chantier naval/bassin à bateaux 1668-1715)

La zone H2, qui est située à l'ouest de la zone H1 et juste au sud de l'entrée des usagers de la Maison de Lauberivière (plan 11), présente le même potentiel que la zone H1. Toutefois,

étant donné que la surface de celle-ci est libre de bâti et que par conséquent, les interventions archéologiques recommandées sont différentes de celles associées à la zone H1, il a été décidé de distinguer ces deux secteurs. La zone H2 est donc susceptible de contenir des vestiges associés à la présence du chantier naval ou encore du bassin à bateaux aux XVII^e et XVIII^e siècles.

Zone à potentiel H3 (enclos de l'intendance, ouvrage maçonné en pierre et drain français)

La zone à potentiel H3 est constituée de deux parties. La partie nord correspond à la portion résiduelle de la zone d'étude localisée entre les secteurs d'intervention de Simoneau en 1988 au nord (Simoneau 1989) et de Ruralys en 2014 au sud (Ruralys *À paraître*) (plan 11). En fonction des découvertes qui ont été faites dans le passé, la portion nord de la zone H3 devrait être traversée par la continuité du mur apparaissant sur le plan de 1692 ainsi que par le drain français associé au second Palais de l'intendant. La partie sud de la zone à potentiel H3 correspond quant à elle au coin sud-ouest de la zone d'étude et elle est bordée à l'ouest par le trottoir de la rue Vallière et au sud par celui de la rue des Prairies (plan 11). La portion ouest de cette partie de la zone H3 correspond à l'emplacement de pieux associés à un ouvrage palissadé délimitant l'enclos de l'intendance mis en place à la fin du XVII^e siècle et qui apparaît notamment sur un plan de Fonville datant de 1699. Ces pieux, qui forment un axe perpendiculaire au mur apparaissant sur le plan de 1692, ont été mis au jour par Ruralys en 2014 (Ruralys *À paraître*). Toutefois, ce secteur n'a pu être fouillé en totalité en 2014. Celui-ci nécessite donc de faire l'objet d'une intervention archéologique. De plus, cette partie de la zone H3 pourrait livrer d'autres vestiges associés aux éléments nommés précédemment.



Plan 11. Localisation des zones à potentiel archéologique historique

3.3.4 Plan d'intervention

Zone H1

Comme nous l'avons démontré précédemment, les dalles de béton du soubassement des bâtiments de la Maison de Lauberivière ont été aménagées sur des sols dont l'épaisseur est suffisante pour pouvoir contenir des vestiges archéologiques témoignant de la présence subséquente d'un chantier et d'un bassin à bateaux qui occupaient les lieux à partir de 1668 mais également de la mise en place d'éléments défensifs dans le coin nord-ouest de la zone à partir des années 1690. Nous savons également que ces dalles de béton reposent à des altitudes semblables à celles des pièces de bois mises au jour en 2014 et qui seraient associées au chantier naval ou encore au bassin à bateaux. Contenu de cet état de situation, nous recommandons que la démolition des dalles de béton du soubassement des bâtiments de la Maison de Lauberivière fasse l'objet d'une surveillance archéologique afin de minimiser les impacts d'une telle opération sur l'intégralité des ressources archéologiques qui pourraient potentiellement être présentes sous les dalles de béton. Par la suite, des sondages exploratoires devront être effectués dans les secteurs ainsi dégagés afin de vérifier la présence de vestiges archéologiques en place. En cas de découverte, des fouilles archéologiques contrôlées devront alors être entreprises afin de libérer la zone en totalité (tableau 3; plan 11).

Zone H2

La zone H2 est située juste au sud de l'entrée des usagers de la Maison de Lauberivière et à l'ouest de la zone H1. Puisque cette zone est libre de bâti, il est possible de croire que les sols dans ce secteur ont été moins perturbés. Par conséquent, la possibilité de mettre au jour des vestiges témoignant principalement de la présence d'un chantier naval et d'un bassin à bateaux qui occupaient les lieux à partir de la seconde moitié du XVII^e siècle demeure grande. À la lumière de ces informations, nous recommandons que la totalité de la zone H2 fasse l'objet de fouilles archéologiques contrôlées afin de libérer le secteur en totalité (tableau 3; plan 11).

Zone H3

Dans la partie nord de la zone H3, des vestiges associés à un ouvrage maçonné en pierre apparaissant sur un plan de 1692 et ceux d'un drain français du second Palais de l'intendant pourraient être présents. Quant à la partie sud de la zone H3, elle renferme notamment des pieux associés à l'enclos de l'intendance datant du début des années 1690. Ces derniers, qui ont été découverts en 2014, ont dû être laissés en place. De plus, d'autres éléments associés à cet enclos pourraient être présents dans ce secteur. En somme, nous recommandons que la zone H3 fasse l'objet de fouilles archéologiques contrôlées afin de libérer le secteur en totalité (tableau 3; plan 11).

Tableau 3. Description des zones à potentiel archéologique historique

Zone à potentiel	Localisation	Contexte historique	Potentiel archéologique	Recommandations
H1	Deux tiers de la propriété de la Maison de Lauberivière	Secteur occupé à partir de la deuxième moitié du XVII ^e siècle par un chantier naval et un bassin à bateaux à partir des années 1690 jusqu'à la construction du second Palais de l'intendant en 1716. Présence d'éléments défensifs à partir de la fin du XVII ^e siècle dans la portion nord-ouest de la zone H1.	Moyen	Surveillance archéologique contrôlée requise lors de la démolition des dalles de béton du soubassement des bâtiments (démolition des bâtiments). Sondages exploratoires dans les secteurs ainsi dégagés. Fouilles archéologiques contrôlées advenant la découverte de vestiges archéologiques en place.
H2	À l'ouest de la zone H1. Secteur libre de bâti situé au sud de l'actuelle entrée des usagers de la Maison de Lauberivière	Secteur principalement occupé à partir de la deuxième moitié du XVII ^e siècle par un chantier naval et un bassin à bateaux à partir des années 1690.	Élevé	Fouilles archéologiques contrôlées de l'ensemble de la zone H2.
H3	Portion résiduelle de la zone d'étude comprise entre les interventions de 1988 et 2014 et coin sud-ouest de la propriété de la Maison de Lauberivière	Partie nord : secteur traversé par un imposant ouvrage maçonné en pierre apparaissant sur un plan de 1692 et par un drain français associé au second Palais de l'intendant (1716-1760). Partie sud : ouvrage palissadé associé à l'enclos de l'intendance dont certains pieux ont été laissés en place en 2014.	Élevé	Fouilles archéologiques contrôlées de l'ensemble de la zone H3.

4. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le Service de l'aménagement et du développement urbain de la Ville de Québec a confié à Ruralys le mandat de réaliser une étude de potentiel archéologique dans le cadre du projet de recyclage et d'agrandissement de la Maison de Lauberivière sise au 401, rue Saint-Paul dans le Vieux-Port. Cette dernière, qui occupe les lots n^{os} 1 213 476, 1 213 477 et 1 213 479 du cadastre de Québec, est localisée dans les limites du site patrimonial déclaré du Vieux-Québec et du site archéologique CeEt-30 correspondant à l'îlot des Palais. Celui-ci a fait l'objet, depuis les années 1980, de plusieurs campagnes de fouilles archéologiques réalisées principalement dans le cadre du chantier-école de l'Université Laval. Ces interventions ont d'ailleurs permis de documenter l'occupation historique des lieux, du premier chantier naval datant de la seconde moitié du XVII^e siècle à l'utilisation des lieux par la Brasserie Boswell jusqu'en 1968. En somme, la présente étude de potentiel, qui couvre une zone d'étude d'environ 3 600 m², permet de gérer les ressources archéologiques connues et celles potentiellement présentes dans les limites de la propriété de la Maison de Lauberivière, dont l'intégralité pourrait être menacée par la réalisation du projet de recyclage et d'agrandissement de celle-ci. Par le biais de cette étude, la Ville de Québec souhaite ainsi permettre au promoteur du projet de planifier ces travaux tout en assurant la protection et la mise en valeur des ressources archéologiques qui s'y trouvent.

La réalisation de cette étude repose essentiellement sur la collecte de données visant d'une part à faire la synthèse des ressources archéologiques actuellement connues dans les limites de la zone d'étude. En effet, deux interventions archéologiques ont été effectuées dans les limites de la zone d'étude depuis les années 1980. Celles-ci ont permis de mettre au jour plusieurs vestiges architecturaux témoignant de l'évolution de l'occupation du site au cours des quatre derniers siècles. D'autre part, l'étude vise à déterminer le potentiel archéologique des secteurs du site n'ayant jamais fait l'objet d'une intervention archéologique dans le passé. Le potentiel historique a donc été déterminé à partir de l'analyse de données issues des sources historiques, iconographiques et cartographiques.

En somme, cette étude a permis d'identifier trois zones à potentiel historique (H1 à H3). Pour chacune de ces zones, des recommandations ont été émises afin d'identifier les ressources archéologiques potentiellement présentes et de protéger celles actuellement connues. Nos recommandations sont les suivantes :

Zone H1 : correspond aux deux tiers de la propriété de la Maison de Lauberivière occupés par des bâtiments. Une surveillance archéologique devra être effectuée lors de la démolition des dalles de béton du soubassement des bâtiments de la Maison de la Lauberivière afin de minimiser les impacts d'une telle opération sur l'intégralité des ressources archéologiques qui pourraient potentiellement être présentes sous les dalles de béton. Par la suite, des sondages exploratoires devront être effectués dans les secteurs ainsi dégagés afin de vérifier la présence de vestiges archéologiques en place. En cas de découverte, des fouilles archéologiques contrôlées devront alors être entreprises afin de libérer la zone en totalité.

- Zone H2 : située à l'ouest de la zone H1 et au sud de l'entrée des usagers de la Maison de Lauberivière. Libre de bâti, la zone H2 devra faire l'objet de fouilles archéologiques contrôlées afin de libérer le secteur en totalité.
- Zone H3 : constituée de deux parties : la partie nord de la zone H3 correspond à la portion résiduelle de la zone d'étude comprise entre les interventions de 1988 et 2014 tandis que la partie sud correspond au coin sud-ouest de la zone d'étude. L'ensemble de la zone H3 devra faire l'objet de fouilles archéologiques contrôlées afin de libérer le secteur en totalité.

Advenant la découverte de vestiges archéologiques et de sols en place témoignant de l'occupation des lieux depuis le XVII^e siècle, ces derniers pourraient faire l'objet d'analyses spécialisées s'inscrivant dans une approche multidisciplinaire. Des analyses pédologiques, sédimentologiques, archéo-entomologiques (insectes), archéo-botaniques (plantes), dendrochronologiques (bois) ainsi qu'en culture matérielle contribueraient certainement à bonifier la compréhension du site. De plus, les données archéologiques ainsi acquises pourraient être intégrées à un projet de mise en valeur du site qui pourrait s'articuler autour de diverses thématiques visant à évoquer l'esprit de ce lieu symbolique pour l'histoire et le patrimoine de la ville de Québec. À titre d'exemple, on peut penser à l'Auberge Saint-Antoine qui a su intégrer à son établissement des centaines d'artefacts ainsi que des vestiges architecturaux datant des Régimes français et anglais.

En définitive, cette étude de potentiel archéologique constitue un outil de gestion fiable visant à aider le promoteur du projet de recyclage et d'agrandissement de la Maison de Lauberivière à Québec à planifier les travaux qu'il prévoit entreprendre dans les limites de la zone d'étude tout en protégeant les ressources archéologiques existantes et celles potentiellement présentes. De plus, la collecte de nouvelles données permettra d'élargir la connaissance d'un des plus importants sites dans l'histoire de la ville de Québec.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages imprimés

ALBERTON, L.

2005 *CeEt-30, le secteur à l'ouest du premier Palais de l'Intendant : L'opération 40. Intervention archéologique 2002.* Université Laval/CELAT, rapport inédit, 42 pages.

AUGER, R., D. SIMONEAU et A. BAIN

2009 « Le site du palais de l'Intendant : urbanisation de la basse-ville de Québec ». *Archéologiques*, numéro 22, pp.146-157.

BENOÎT, J., D. LAROCHE et M. VALLIÈRES

1988 *Étude de potentiel archéologique et historique. L'Ancien Chantier : un faubourg en pleine évolution (1670-1870).* Ville de Québec, rapport inédit, 127 pages.

BERNIER, S., J. CASTONGUAY, A. CHARBONNEAU, Y. DESLOGES et L. OSTOLA
2008 *Québec, ville militaire, 1608-2008,* Montréal, Les Éditions Art Global.

CÉRANE

1989b *Surveillance archéologique de l'implantation du réseau électrique souterrain dans la ville de Québec en 1988.* Hydro-Québec, rapport inédit, 145 pages.

1991b *Bell Canada, surveillance archéologique des travaux souterrains de 1990 dans la ville de Québec.* Bell Canada, rapport inédit, 110 pages.

1992b *Surveillance archéologique de l'implantation du réseau électrique souterrain dans les secteurs Orléans, Lévis, Beauce et Thetford en 1991.* Hydro-Québec, Région Montmorency, rapport inédit, 240 pages.

1992c *Bell Canada, surveillance archéologique des travaux souterrains de 1991 dans la ville de Québec.* Bell Canada, rapport inédit, 62 pages.

1994c *Surveillance archéologique des travaux souterrains de Gaz Métropolitain, arrondissement historique de la ville de Québec, 1993.* Gaz Métropolitain, rapport inédit, 60 pages.

1994f *Surveillance archéologique dans les secteurs Orléans, Lévis, Thetford et Beauce.* Hydro-Québec, Région Montmorency, rapport inédit, 237 pages.

CIME CONSULTANTS INC.

2011 *Maison Lauberivière, 401, rue St-Paul, Québec. Rénovation et restauration du bâtiment. Civil et structure.* Rapport inédit, 16 pages.

CROTEAU, J.

1987 *La surveillance archéologique de l'implantation du réseau Hydro-électrique souterrain dans la ville de Québec en 1986.* Hydro-Québec, Environnement, rapport inédit, 251 pages.

DESJARDINS, M.-P.

2004 *Des premières fortifications de la Ville de Québec à aujourd'hui, secteur ouest du second palais de l'Intendant. Le site du palais de l'Intendant, CeEt-30, opération 45, printemps 2004.* Université Laval, rapport inédit, 107 pages.

DIONNE, M.-M.

2001 *À la recherche des vestiges du nouveau Palais de l'intendant enfouis sous la rue des Prairies : l'opération 33.* Site du palais de l'intendant, Chantier-école de l'an 2000, Cahiers d'archéologie du CELAT 9, 23 pages.

DUCHAINE, D.-E.

2001 *De 1693 à aujourd'hui, secteur de la rue Vallière situé à l'ouest du palais de l'intendant : l'opération 34.* Intervention archéologique 2000. Site du palais de l'intendant, Chantier-école de l'an 2000, Cahiers d'archéologie du CELAT 9, 22 pages.

EID, P.

2002 *Le secteur de la rue Vallière à l'ouest du Palais de l'intendant, CeEt-30, opération 37. Intervention archéologique 2001.* Site du palais de l'intendant, Chantier-école de l'an 2001, Cahiers d'archéologie du CELAT 15, 32 pages.

GILBERT, L.

2003 *Le site du deuxième Palais de l'intendant (CeEt-30), opération 36. Intervention archéologique 2001 sur la rue des Prairies.* Site du palais de l'intendant, Chantier-école de l'an 2001, Cahiers d'archéologie du CELAT 15, 29 pages.

GUIMONT, J.

2002 *L'évolution des fortifications dans le secteur du Parc-de-l'Artillerie : la Tenaille des Nouvelles Caserne et le demi-bastion du coteau de la Potasse 1690-1871.* Québec, Parcs Canada, Patrimoine culturel et biens immobiliers, 255 pages.

- HERZOG, A.
2005 *Rapport de la XIIe campagne de fouilles. L'Îlot des Palais de l'Intendant, CeEt-30, opération 38. (Été 2002).* Université Laval, Québec, Cahiers d'archéologie du CELAT 17, 60 pages
- JANSON, R.
2008 *Le site de l'îlot des Palais (CeEt-30) : Rapport d'intervention sur l'opération 48.* MCCCCFQ/Ville de Québec/Université Laval, rapport inédit, 96 pages.
- LAMBERT, V. et C.MERCIER
2008 *Le site de l'Îlot des Palais (CeEt-30), rapport d'intervention 2005, opération 46.* MCCCCFQ/Ville de Québec/Université Laval, rapport inédit, 126 pages.
- LA ROCHE, D.
1986a *Rapport de surveillance archéologique sur le site CeEt-226 à Québec.* Les architectes Deblois, Côté, Leahy, rapport inédit, 22 pages.
- 1989 *Inventaire archéologique, place de la Gare et les environs, Québec.* Ville de Québec, Service de l'urbanisme, Division du Vieux-Québec et du patrimoine, rapport inédit, 202 pages.
- LETARTE, J.
2007 *CeEt-30, site de l'Îlot des Palais, opération 41 - (2003). À la recherche de la cuisine du second Palais de l'Intendant.* Université Laval, Québec, Cahiers d'archéologie du CELAT 20, p. 1-42
- MOUSSETTE, M.
1994 *Le site du Palais de l'intendant à Québec. Genèse et structuration d'un lieu urbain.* Québec, Les éditions du Septentrion, 229 pages.
- MOUSSETTE, M. et G.A. WASELKOVA
2014 *Archéologie de l'Amérique coloniale française.* Montréal, Lévesque éditeur, 458 pages.
- NADEAU, R.
2007 *CeEt-30, site de l'Îlot des Palais, opération 42 - (2003). Le plancher du palais et le bassin.* Université Laval, Québec, Cahiers d'archéologie du CELAT 20, p. 91-158.
- PELLETIER, T.S.
2012 *Le site de l'îlot des Palais (CeEt-30) : rapport d'intervention de l'opération 61.* MCCCCFQ/Ville de Québec/Université Laval, rapport inédit, 103 pages.

RURALYS

2014 *Étude de potentiel archéologique. Site des Nouvelles Casernes. Îlot de l' Arsenal (CeEt-403). Rapport inédit déposé à la Commission de la Capitale Nationale, 175 pages.*

À paraître *Surveillance archéologique 2014. Travaux de décontamination réalisés dans les limites de la propriété de Lauberivière (CeEt-30). Ville de Québec, rapport inédit.*

SIMONEAU, D.

1989 *Rapport de surveillance archéologique. Interventions ponctuelles 1988. Ville de Québec, rapport inédit, 81 pages.*

2009 « L'îlot des Palais : une évolution bonifiée, une genèse repoussée ». *Archéologiques*, numéro 22, pp.160-171.

2014 *Rapport des fouilles archéologiques réalisées par la Ville de Québec. Saisons 2006 et 2007. Québec, Université Laval, Cahier d'archéologie du CELAT, N°40, 368 pages.*

TERRAPEX

2012 *Caractérisation environnementale phase II. Rapport final. Propriété sise au 373-401, rue St-Paul Québec (Québec). Rapport inédit, 102 pages.*

TREMBLAY, Y.

1984 *Surveillance archéologique dans le Vieux-Québec, 1983. Hydro-Québec, Environnement, rapport inédit, 206 pages.*

TREMBLAY, Y. et J. CROTEAU

1987a *Surveillance archéologique dans le Vieux-Québec, 1985. Hydro-Québec, Environnement, rapport inédit, 165 pages.*

TRUDEL, M.

1973 *Le terrier du Saint-Laurent en 1663. Ottawa, Édition de l'Université d'Ottawa, 618 pages.*

Documents cartographiques

ANONYME

1750 « Plan de l'Intendance de Québec ». Archives nationales du Canada, PH/340/QUEBEC/1750.

ATLAS SANBORN

1875 « Insurance Plan of the city of Quebec ». July 1875, Archives nationales du Canada, N1173-22, p.12.

BOUCHETTE, J.

1830 « Plan de la ville de Québec ». Bibliothèque et Archives nationales du Québec, G/3454/Q4/1830/J22/CAR.

BOURDON, J.

1660 « Plan de la ville de Québec ». Archives nationales du Canada, C-15801.

CHAUSSEGROS DE LÉRY

1727 « Plan de la ville de Québec ». Bibliothèque et Archives nationales du Québec, P600, S4, SS2, D593.

1732 « Plan de terrain du Palais ». Archives nationales d'outre-mer, France, F329 9601.

1752 « Plan de la ville de Québec ». Archives nationales d'outre-mer, France, 03DFC 429A.

COUSIN, P.

1871 « Plan de la ville de Québec ». Bibliothèque et Archives nationales du Québec, G/3454/Q4/1871/C68/CAR.

DUBOIS BOISBERTHELOT DE BEAUCOURS

1693 « Élévation ouest de l'enceinte de Québec ». Archives nationales du Canada, PH/340-Quebec-[1700], MG1, C11A, DFC, N° d'ordre 434B.

1710 « Plan de la ville de Québec ». Archives nationales d'outre-mer, France, 03DFC 377B.

DE FONVILLE

1699 « Quebec veu du nord ouest ». Cartouche de la carte de J.-B. Louis Franquelin. Archives nationales, Paris-Holzappel, copie Archives nationales du Canada, C-46450

GOAD, C.E.

1879 « Insurance Plan of the city of Quebec ». Bibliothèque et Archives nationales du Québec, P600/S4/ SS1/D65.

1910 « Insurance Plan of the city of Quebec ». Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Cote C342-1910 révisé 1916, neg. FC-397.

1922 « Insurance Plan of the city of Quebec ». Bibliothèque et Archives nationales du Québec, G/1144/L67G475/U5/1917 CAR

LA GUER DE MORVILLE

1717 « Plan de l'intendance ». Archives nationales du Canada, F/350/Québec, 1717.

LEVASSEUR DE NÉRÉ

1694 « Plan de l'enceinte de la ville et château de Québec ». Archives nationales d'outre-mer, France, 03DFC 358B.

1695 « Plan de la ville de Québec ». Archives nationales d'outre-mer, France, 03DFC 359B.

1699 « Plan de la ville de Québec ». Archives nationales d'outre-mer, France, 03DFC 361B.

MARR, J.

1771 « Plan de l'intendance ». Clements Library, Michigan University, Ann Harbor, Gage Papers, A Plan of the Palace Barracks.

1779 « Plan of the city of Quebec and its forifications », Archives nationales du Canada, NMC 55479.

SITWELL, H.S.

1867 « Contoured plan of the environs of Quebec, Canada East ». Bibliothèque et Archives nationales du Québec, P600-4, Collection initiale, D-362-Québec-1864-67.

UNDERWRITERS' SURVEY BUREAU

1957 « Insurance Plan of the city of Quebec ». Bibliothèque et Archives nationales du Québec, G/1144/G4G475/U5/v.1/1957 CAR

VATEAU

1670 « La ville Haute et de la Basse de Québec, en la Nouvelle-France ». Archives nationales du Canada, C-11088.

VILLE DE QUÉBEC

2005 Fonds de plan de la ville de Québec.

VILLENEUVE, R.

1685 « Plan de la ville et chasteau de Québec, fait en 1685, mesuré exactement ». Archives nationales d'outre-mer, France, 03DFC 349B.

1692 « Plan de la ville de Québec en la Nouvelle-France où sont marqués les ouvrages faits et à faire pour la fortification ». Archives nationales d'outre-mer, France, 03DFC 439A.

ANNEXE 1

Catalogue des photographies

Cliché	Description	Orientation
RUR-POT-LAUBERIVIERE-2015-001	Vue du bâtiment principal de Lauberivière	Sud-est
RUR-POT-LAUBERIVIERE-2015-002	Vue du bâtiment principal de Lauberivière	Sud-est
RUR-POT-LAUBERIVIERE-2015-003	Vue de l'annexe construite en 1988 qui sera démolie	Nord
RUR-POT-LAUBERIVIERE-2015-004	Vue de l'annexe construite en 1988 qui sera démolie	Nord
RUR-POT-LAUBERIVIERE-2015-005	Vue de l'annexe construite en 1988 qui sera démolie	Nord-nord-ouest
RUR-POT-LAUBERIVIERE-2015-006	Vue de la section est du bâtiment de Lauberivière qui sera démolie	Nord-est
RUR-POT-LAUBERIVIERE-2015-007	Vue du stationnement localisé à l'angle des rues Vallière et des Prairies	Nord-ouest
RUR-POT-LAUBERIVIERE-2015-008	Vue du stationnement localisé à l'angle des rues Vallière et des Prairies	Ouest
RUR-POT-LAUBERIVIERE-2015-009	Vue de la section est du bâtiment de Lauberivière qui sera démolie	Nord-est
RUR-POT-LAUBERIVIERE-2015-010	Vue générale des sections du bâtiment de Lauberivière qui seront démolies	Nord
RUR-POT-LAUBERIVIERE-2015-011	Vue générale des sections du bâtiment de Lauberivière qui seront démolies	Nord

RURALYS

